inter·action 102

LE MAGAZINE DU SOCIAL DANS L'AIN

JANVIER 2020

DOSSIER

Protection de l'enfance
Une autre approche

PAGE 41

PAGE 8

INTERVIEW

OLIVIER DE VESVROTTE
directeur d'Alfa3a

PAGE 12

TABLE RONDE

UN MAIRE SUR DEUX NE REPARTIRA PAS
Pourquoi ils raccrochent

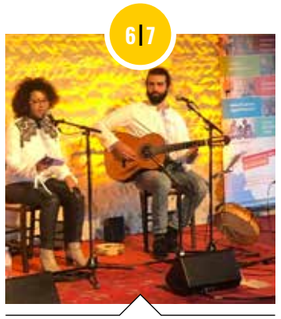
PAGE 21

L'INVITÉ DU CAHIER

CONSEILS CITOYENS
Le pouvoir des habitants

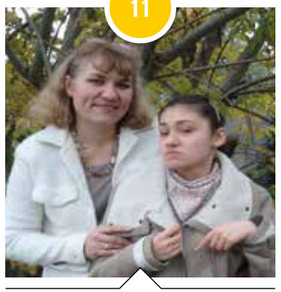
6H30/9H
ÉCOUTER
PLUS LOIN
QUE LE BOUT
DE SON NEZ
CONCEPTION/CRÉATION RCF
FM MOBILE INTERNET PODCAST rcf.fr #LaMatinaleRCF
RCF RADIO
LA JOIE SE PARTAGE

SOMMAIRE
JANVIER 2020 # 102


6|7
C'est vous
QUI LE DITES

8|10
Interview O. de Vesvrotte
DIRECTEUR D'ALFA3A

12|14
Table ronde
Un maire sur 2 ne repartira pas


11
Portrait pour traits
SANDRINE MOIRAUD

17
Mon parcours à moi
DAVID BARRAULT

41
Dossier
PROTECTION DE L'ENFANCE

24|25

36|39

Le cahier partenaires
L'ADAPEI EXPORTE LA GASTRONOMIE FRANÇAISE EN CHINE ET LE DÉPARTEMENT SOIGNE LA DÉMOGRAPHIE MÉDICALE

LE MAGAZINE TRIMESTRIEL DE L'ACTION SOCIALE DANS L'AIN

Partenaires : Adapei, ADAPA, ADMR, Ain Domicile Services, Alfa3a, Bourg Habitat, Conseil départemental, Dynacité, MSA Ain-Rhône, Orsac, Semcoda, Udaf de l'Ain | **Directeur de la publication :** Jacques Dupoyet | **Directeur de la rédaction :** Alain Gilbert | **Réalisation :** Abscisse Communication, 27 rue des Bons Enfants 01000 Bourg-en-Bresse Tél. 04 74 24 44 44 | **Rédaction :** Agnès Bureau, Alain Gilbert, Christophe Milazzo, Annick Puvilland | **Création :** Genaro Studio | **Photographies :** Sébastien Tournier, Florence Daudé | **Impression :** Estimprim. Tirage : 10 000 ex. N°ISSN : 1260-528X.

www.interaction01.info

Contacts : alaingilb@gmail.com | annick.puvilland@interaction01.info

Action sociale

Trois objectifs atteints

Panneaux 4x3 dans tout l'Ain, encarts dans la presse, conférence de presse avec visite du saint des saints (le standard où arrivent les appels sur le 30 01) : le Conseil départemental a mis un soin particulier à communiquer sur la refonte de l'interface entre ses services sociaux et les usagers. Jean Deguerry a rappelé que le social restait le cœur du réacteur, la compétence majeure du Département qu'il préside, celle qui nécessitait plus d'un tiers du budget annuel. L'enjeu était donc de taille.

La communication grand public n'était en fait que le dernier étage d'une fusée allumée avec le lancement d'un audit, quelques mois après l'arrivée d'une nouvelle équipe au Département. Certains ont pu craindre une réforme menée à la hussarde ; les élus ont en fait pris beaucoup de temps pour concerter, proposer, expliquer et valider ce qui reste avant tout un service rendu à l'usager. Trois objectifs ont été privilégiés : une réorganisation géographique qui a pris en compte des évolutions démographiques très fortes dans l'Ain (la proximité) ; la mise en place d'un numéro unique d'appel, le 30 01 Ain Solidarité j'écoute qui permet un meilleur traitement des demandes, en lien avec les 16 centres départementaux de la solidarité et la cinquantaine de services de proximité (l'efficacité) ; le recours accru au numérique avec un portail web pour l'externe et la dématérialisation des documents en interne (la modernité).

Le président Deguerry a rappelé que le Département n'avait pas lésiné sur les moyens (6 M€ d'investissement et la création de 8 postes) et que les conditions de travail des agents avaient fait l'objet d'un soin particulier. Il a tenu à associer ses deux vice-présidents (Muriel Luga Giraud, déléguée aux affaires sociales, et Daniel Raphoz, délégué aux ressources humaines) à ce qui est bien plus qu'une simple évolution.

Déménagement

Nouveau siège pour l'Adapei

À la Chambière, l'Adapei commençait à se sentir à l'étroit, surtout en prévision de la future mise en place de pôles de gestion. Mais, depuis le 12 novembre, les équipes du siège ont posé leurs valises à Norélan, à côté de Cap Émeraude. *« Je souhaite que vous vous y sentiez bien pour poursuivre votre mission tout en vous adaptant »* a précisé le jour de l'arrivée des salariés **Marie-France Costagliola**, présidente de l'Adapei. *« Ce nouveau siège est un symbole : une organisation qui gagne est une organisation qui évolue. »*

En se structurant, l'Adapei se donne les moyens de s'adapter à la nouvelle donne du médico-social. *« On ne doit plus piloter 56 établissements et services mais répondre aux besoins de 1 800 résidents de manière différenciée »* explique **Michel Chaumette**, directeur général. L'association va déployer un fonctionnement homogénéisé, partant du siège pour investir les territoires et servir de support aux établissements et permettre aux professionnels de se recentrer sur leur cœur de métier. *« Il faut sortir d'un fonctionnement par établissements »* conclut Michel Chaumette. *« Recréer tous les services 56 fois serait une hérésie face à l'évolution des politiques publiques. »*

Les nouveaux locaux sont dotés d'une salle de conférence, de grands espaces de réunion et sont organisés par pôles (gestion, RH…)

Notez-le

Ain'formations orientation

Collégiens, lycéens, étudiants : le salon Ain'formations orientation, organisé par le Département, avec les chambres consulaires, l'Inspection académique, la Région, CA3B, le CIO et les fédérations de parents d'élèves, s'adresse à tous. Près de 450 professionnels et jeunes en formation seront présents, du 30 janvier au 1er février, à Ainterexpo Bourg-en-Bresse, pour les renseigner et échanger sur les filières, les établissements, les emplois… Un guide pratique, à télécharger sur **www.ain.fr, complète le salon 2020.**

10e Arts Bis

La 10e exposition Arts Bis, qui réunit des œuvres d'artistes amateurs, handicapés ou fragilisés, de l'Ain ou proches, sélectionnées par un jury de professionnels de la culture – et disponibles ensuite en prêt gratuit jusqu'en janvier 2021 –, aura lieu du 31 mars au 11 avril, dans le cadre des « 7 bis Chemin de Traverse » à Bourg-en-Bresse.

Les maires tiennent aux centres sociaux

Quels sont pour eux le rôle, les fonctions et la plus-value d'un centre social sur leur territoire ? La question posée aux élus locaux par la Fédération nationale des centres sociaux a donné lieu à un manifeste affirmant leur attachement à ces « acteurs de la cohésion sociale et de la transformation de leurs territoires ». Plus de 600 maires en France, dont une vingtaine de l'Ain, l'ont déjà signé.
www.centres-sociaux.fr

ÉDITO

PAR ALAIN GILBERT, DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Droit de cité
Une goutte d'eau

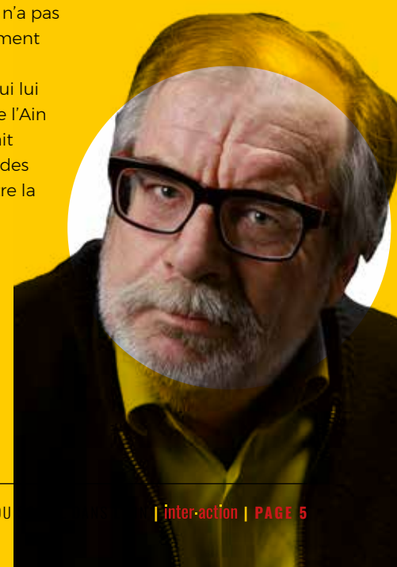
La municipalité de Thoissey a donné un avis défavorable à l'implantation d'une pension de famille sur la commune. Son maire s'en explique sans ambages dans Le Progrès, tout comme la présidente de Tremplin qui porte ce projet de logement très social. "Défavorable" mais pas "opposable". L'association burgienne d'insertion pourrait passer en force. Agnès Bureau a clairement dit qu'elle ne le souhaitait pas et qu'elle frapperait à d'autres portes, ailleurs.

Ce n'est pas la première fois que des boucliers se lèvent pour dire "Pas de ça chez nous !" Aujourd'hui, le vent de la contestation souffle même contre les éoliennes. À Villars-les-Dombes, ce fut contre les mineurs non accompagnés ; à Hauteville contre l'installation de demandeurs d'asile ; ailleurs contre les logements sociaux ou les foyers pour délinquants. Les esprits s'échauffent, le ton monte ; la température retombe et le pouls social redevient normal. La solution fait même parfois de l'effet : mettez une goutte de bleu de méthylène dans une bassine ; après quelques vagues, le produit se dilue et l'eau se teinte. Et puis, on s'habitue…

Miribel, Culoz, Oyonnax, Bourg… La liste est longue des communes qui, de gré ou de force, ont donné l'exemple et permis à l'Alatfa de remplir une mission sociale prémonitoire. Faire évoluer les mentalités et les lieux d'accueil en faisait partie. Beaucoup de chemin a été fait depuis.

Ce n'est pas la première fois dans l'Ain qu'une commune refuse d'accueillir ces personnes en situation d'exclusion, mais pas forcément de pauvreté ni d'assistanat. Quitte à mettre ses convictions dans sa poche ou à se réfugier derrière la réglementation. Ce que n'a pas choisi le maire de Saint-Genis-Pouilly, Hubert Bertrand, connu pour son tempérament bien trempé, son caractère matois, ses réalisations urbanistiques d'envergure. Un seigneur dans le pays de Gex ! Il a été le premier à dire oui au directeur d'Alfa3a qui lui demandait, il y a bientôt quinze ans, d'accueillir la première pension de famille de l'Ain dans une commune de nantis, puisqu'il faut appeler un chat un chat. Il connaissait de près ceux qui sont passés à travers les mailles de la prospérité. J'y ai rencontré des paumés, des cabossés, des oubliés pour qui cette demeure était un rempart contre la mort sociale. Rien à craindre de ces pauvres de corps et d'esprit qui ont souvent une incroyable capacité à repartir. La pension de famille, si bien nommée, c'était la chance de leur vie.

Ne pas passer en force ! Je reconnais bien là le caractère d'Agnès Bureau avec qui je collabore depuis plus de trente ans. Pas un mot, dans nos échanges fréquents, du différend Thoissey. Je l'ai découvert en lisant Le Progrès. Elle découvrira, en lisant Interaction, qu'il y a parfois nécessité à céder au mélange des genres, surtout quand il dérange.



C'EST VOUS QUI LE DITES !

25 bénévoles, sélectionnés et formés, accompagnent des personnes en fin de vie et les familles, dans les hôpitaux, les Ehpad, à domicile, dans l'Ain : ils offrent une écoute, une présence, sans jugement, sans conseil, dans la neutralité et la confidentialité. De profils divers – pas seulement des dames âgées ! –, ils s'engagent au minimum pour deux demi-journées par mois. Leur nombre est insuffisant pour répondre aux demandes infinies en maison de retraite ! Nous organisons une journée d'information sur les bénévoles d'accompagnement, le 30 janvier, à l'Ordre des médecins à Bourg. Pourriez-vous en faire partie ?

ISABELLE DURUPT
COORDINATRICE DE L'ASSP (ASSOCIATION DE SOUTIEN AUX SOINS PALLIATIFS)

L'interculturalité à l'honneur

Accompagnées par Alfa3a dans le cadre du dispositif ARISE, les familles de réfugiés syriens réinstallés dans l'Ain ont concocté danses, témoignages et buffet maison pour le mercredi festif de la Quinzaine de l'intégration, organisé avec les Amis de la Garde. Interculturel était aussi le concert de l'ensemble Almaktaba.

« La notion de handicap est dépassée. Il n'y a que des personnes qui, à un moment, ont besoin d'une aide plus ou moins importante. »

JEAN-RENÉ LOUBAT
PSYCHO-SOCIOLOGUE, CONSULTANT, PRÉSIDENT D'HONNEUR DU THINK TANK PARCOURS & INNOVATIONS.

« L'objectif est d'être force de proposition sur le territoire pour créer des événements fédérant d'autres structures. »

LAURENT LANÇON
ENSEIGNANT SPÉCIALISÉ À L'IME DINAMO PROFESSIONNEL À PROPOS DE LA COURSE COOPÉRATIVE DU 3 DÉCEMBRE OÙ DES JEUNES DES IME D'HAUTEVILLE ET CONDAMINE ONT COURU POUR LE TÉLÉTHON AVEC LE COLLÈGE ET LA MFR DE PLATEAU D'HAUTEVILLE.

Un Mariage à « guichets fermés »
Théâtre interculturel

Une pièce résultat de la rencontre entre des femmes maghrébines du quartier burgien de la Croix-Blanche et de Marie-Hélène Chiocca.

Le théâtre de Bourg-en-Bresse va afficher complet du 2 au 4 avril. Dans le public, des femmes maghrébines du quartier de la Croix-Blanche seront particulièrement attentives. Ce sont elles, en effet, qui ont fourni la matière de ce « Mariage » qu'a écrit Marie-Hélène Chiocca, auteure remarquée en 2017 des « Soyeuses », une pièce sur les petites ouvrières de la cité-usine des Soieries Bonnet à Jujurieux.
C'est d'ailleurs à Jujurieux que s'est décidée la collaboration avec ces femmes du centre social Amédée-Mercier venues voir la pièce : « On m'a proposé un atelier d'écriture avec elles », explique l'auteure. J'avais préparé quelque chose mais les femmes que j'ai rencontrées n'étaient du tout ce quoi je m'attendais : des femmes voilées, d'un certain âge, qui ne parlaient pratiquement pas français alors qu'elles sont là depuis vingt-cinq ans. Je me suis demandé : mais qu'ont-elles ont fait pendant ce temps ? De fil en aiguille, elles se sont ouvertes, on est passées d'un petit sketch à l'écriture d'une pièce. Quand j'ai eu commencé, j'ai voulu rencontrer leurs fils, leurs filles, j'ai eu mon histoire. » Une histoire qui a pour décor une cuisine et pour cadre l'appartenance à une double culture, entre France et Maroc.

À travers le portrait d'une mère et de ses filles, les questionnements autour de l'appartenance à une double culture.

Tweet wall

Préfet de l'Ain@Prefet01 25 nov
Action de prévention de la #radicalisation dans le milieu du sport : comprendre, prévenir et réagir. **#PrévenirPourProtéger #SignalerPourProtéger #PNPR @SG_CIPDR**

Jacques dallest @jacques_dallest 23 nov.
Violences conjugales : dur d'entendre que la justice ne fait rien alors que tous les jours sont déférés, jugés et condamnés des hommes violents.

Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes@poleemploi_ara 11 déc
[#Communiqué] « Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin » → Retour sur les résultats de la 14e édition de l'opération **#1SP1E2019**

Msa Ain Rhône @Msa_AinRhone 12 déc. Regards sur la MSA par ses élus. «La MSA n'est qu'une coquille vide sans les hommes et les femmes, venant de la base, pour l'animer», Nadège Fellot. **https://cutt.ly/NFellot**

VITE DIT !

Haut-Bugey Alzheimer

« Comprendre pour mieux accompagner » : la volonté d'informer et de soutenir les malades et les aidants guide l'action du collectif Haut-Bugey Alzheimer né en 2019, réunissant divers acteurs du territoire*. Sa conférence-débat avec le Dr Boge, en mars, à Montréal-la-Cluse, avait attiré une centaine de personnes. En septembre, il conviait à un théâtre forum interactif, avec un même succès. Animée par la troupe Globe Théâtre, la rencontre a ouvert de nombreux échanges par le biais de l'humour et des jeux de rôle.

* Clic du Haut-Bugey, Répit Bulle d'air, accueil de jour Les Jardins d'Aloïs, ADAPA, Marpa Les Narcisses, Département, MSA, Ville de Montréal-la-Cluse.

SISM 2020

La soirée d'ouverture des 31es Semaines d'information sur la santé mentale, axées en 2020 sur le thème des discriminations, aura lieu le 16 mars 2020. Comme chaque année, un collectif s'est constitué pour proposer diverses manifestations sur tout le département.
www.semaines-sante-mentale.fr

Voxusagers

Bonnes ou mauvaises, les expériences et avis des usagers de la Carsat Rhône-Alpes sont à partager en toute transparence et liberté sur Voxusagers.gouv.fr depuis juin 2019. Fin novembre, 154 expériences avaient été publiées, dont 24,5 % positives et 59 % négatives.

Olivier de Vesvrotte

DIRECTEUR GÉNÉRAL D'ALFA3A

© Sébastien Tournier

Redoutable défi pour Olivier de Vesvrotte que de succéder à Jacques Dupoyet à la direction générale d'Alfa3a. Le nouveau patron a marqué de son empreinte une transition engagée en 2015. La poignée de main est souriante, l'attention soutenue, la réponse affirmée. S'il concède ne plus connaître tout le monde parmi le millier de salariés, il s'oblige à être présent, chaque fois que nécessaire, aux quatre coins d'une galaxie qui compte 140 planètes. Elle s'ordonne autour d'un seul principe cosmique, d'une transcendance qui n'a jamais quitté l'association : la primauté de la personne.

Propos recueillis par Alain GILBERT

« J'aime bien être proche des gens. »

L'assemblée annuelle des salariés est un grand moment dans la vie de l'association : 450 personnes !
Un salarié sur deux. C'est une spécificité Alfa3a organisée par et pour les salariés. C'est aussi une réponse à leur interrogation : dans une association qui met l'accent sur la personne accueillie, accompagnée et associée, les salariés sont-ils considérés comme telle ? Nous ne pouvions nous dérober, d'autant que nous avons toujours beaucoup de considération pour le travail qu'ils effectuent au sein d'équipes motivées, parfois exposées à des situations difficiles.

On y vient contraint et forcé ?
On y vient une matinée, à tour de rôle car il faut assurer une continuité de service. C'est l'occasion pour ceux qui ont au moins six mois de présence de découvrir la diversité de nos métiers. Pour les autres, ce sont des retrouvailles. Chaque année, une équipe se charge de la qualité de l'accueil, avec l'appui du service communication. Tout le monde a sa place : les chargés d'entretien, les responsables de structure, les administrateurs… J'y retrouve chaque année, avec bonheur, les équipes qui portent le projet associatif.

Il y a un moment particulier, quand les nouveaux montent sur la scène qui est toujours trop petite. Pourquoi ce turn-over important ?
C'est impressionnant, mais c'est inhérent aux métiers de l'association, dans la petite enfance ou l'accueil de loisirs, particulièrement. Notre effectif moyen est de 1 000 salariés, mais nous enregistrons chaque année 1 500 entrées et 1 500 sorties engendrées par beaucoup de CDD. Alfa3a est aussi en croissance avec la reprise ou l'ouverture de nouvelles structures.

Est-ce la solution pour renforcer ce sentiment d'appartenance qui fait défaut aux grosses structures multisites et multitâches comme la vôtre ?
Il y a un risque d'atomisation, mais je constate que ce sentiment d'appartenance s'amplifie, grâce à ces assemblées, grâce à Ambition 2020, projet pluriannuel qui associe l'ensemble des salariés à la marche de l'association. La question du sens est importante dans les métiers de l'action sociale. Il faut le montrer, le partager. Alfa3a privilégie la délégation selon le principe de subsidiarité, mais au nom de la solidarité, je demande aux responsables d'équipe ou de structure de toujours réagir aux sollicitations du terrain.

Bientraitance ou bienveillance ?
La bienveillance reste à Alfa3a une dimension essentielle à élargir sans cesse. C'est une valeur constante qui prend en compte la globalité de la personne. La bienveillance, c'est aller au-delà du besoin social de la personne accueillie pour prendre en compte toutes ses dimensions, humaines et spirituelles.

Moins le monde va, mieux Alfa3a se porte ?
Non, nous sommes là pour qu'il se porte le mieux possible, pour aider les personnes les plus en difficulté. Notre millier de salariés en accueille 40 000 par an, dans presque 140 établissements répartis sur huit départements. Notre objectif est de créer du lien dans une société qui soit vraiment à visage humain.

Est-ce qu'on n'en fait pas un peu trop ?
On ne fait pas toujours très bien. Je trouve l'action sociale parfois désordonnée, trop déshumanisée , même si on y consacre des budgets importants. On y consacre des budgets importants. On ne rend pas toujours service à la personne en l'inscrivant dans un régime assistanciel alors qu'elle devrait s'épanouir dans une perspective de parcours. Serge Paugam disait que la vraie précarité provient d'une perte de relations. Notre mission est de recréer du lien ; ce fut l'intuition première d'Alfa3a. Nous gardons ce cap, en développant de nouvelles actions comme «Culture pour tous».

Avez-vous toujours en tête la puissance de feu d'Alfa3a qui a, financièrement, les reins solides ?
Puissance, je ne sais pas. Nous avons la chance de pratiquer différents métiers qui assurent une complémentarité. La force d'Alfa3a tient plus dans ces compétences multiples qui s'agrègent et apportent des réponses variées. Le meilleur exemple en est en est l'intégration des réfugiés.

Le logement reste-t-il la pierre angulaire du projet associatif ?
Ce fut, il y a bientôt cinquante ans, la pierre fondatrice. Mais la pierre d'angle de l'association reste la prise en compte de la personne, avec plusieurs métiers différents pour l'accompagner au mieux. L'intuition initiale des fondateurs reste d'une incroyable actualité. Nombre de politiques sociales, d'organismes rejoignent ces fondamentaux. Le meilleur exemple est donné par le plan gouvernemental de prévention et de lutte contre la pauvreté qui insiste beaucoup sur les parcours et sur l'accompagnement, ce qui

> « La pierre d'angle, c'est la personne.

nous fait penser à nos trois a. J'ai la conviction que notre modèle social a vieilli, qu'il a besoin d'être refondé.

Comment donne-t-on de la cohérence à tout cela ?
En accompagnant. Toutes les contradictions que l'on rencontre dans l'action sociale — et elles sont nombreuses — viennent du fait que l'on oublie la personne ou que l'on ne se concentre pas assez sur une logique de parcours. Prendre soin de la personne et construire avec elle un vrai parcours résout 90 % de ces contradictions. Un exemple : les mineurs non accompagnés. L'État oblige les départements à engager des sommes considérables pour les prendre en charge ; le jour de leurs 18 ans, on arrête tout. C'est une gabegie humaine et financière qu'il faut faire cesser.

Vous êtes en train d'agrandir le siège d'Ambérieu, symbole de frugalité. Un signe de croissance ?
Nos services administratifs ne vivent pas dans l'ostentatoire, loin de là, mais en revanche très à l'étroit. Nous avons acheté une maison voisine pour loger deux services et offrir aux salariés un espace convivial. Je vous rassure : la vocation du siège reste bien le service, pas le luxe. Sa localisation centrale, au cœur de nos territoires d'intervention, est idéale et garde tout son sens.

Plus de 140 établissements répartis sur huit départements. Ça fait beaucoup.
Toutes nos activités sont en croissance, particulièrement le secteur enfance jeunesse, c'est-à-dire les accueils de loisirs et de la petite enfance qui ont beaucoup progressé depuis deux ans ; l'accueil des demandeurs d'asile se stabilise après une forte poussée ; le pôle immobilier a toujours des projets dans ses cartons. Avec le nouveau service 3A conseils nous nous rapprochons du monde de l'entreprise pour faciliter le retour à l'emploi sans passage obligé par les structures d'insertion.

> « Toutes nos activités sont en croissance.

Vous arrive-t-il de perdre des marchés à cause de la concurrence ?
Ce fut le cas de Divonne qui avait confié ses accueils de loisirs à un autre opérateur et qui vient de nous revenir. C'est la règle du jeu dans le cadre de la délégation de service public. Nous lui reprochons de rigidifier les relations et d'empêcher une vraie logique partenariale dans la conception des projets. Ces échecs ont été des rappels à l'ordre et nous avons su nous remettre en cause. Nous sommes de plus en plus sollicités, au point de retarder certains projets et d'en refuser d'autres.

Beaucoup d'associations adhèrent à un réseau national qui les fédère. Pas vous !
Nous ne sommes pas franchisés, ce qui nous convient bien. Une des constantes d'Alfa3a est de partir du territoire plutôt que de plaquer des réponses réfléchies à Paris. Nous sommes jaloux de notre liberté d'action, mais nous entendons agir selon ce qu'il est juste de faire, en lien avec les acteurs locaux. Je sais qu'ils y sont sensibles. Ce qui est bon pour un territoire n'est pas forcément bien compris par les sièges parisiens des grandes fédérations nationales.

Comment êtes-vous arrivé à Alfa3a ?
À la suite d'un parcours dans le secteur associatif, en lien avec les collectivités, avec aussi une dimension éducative. J'ai endossé plutôt facilement les habits d'Alfa3a, avec la conviction que le travail social doit avoir du sens et une dimension humaine majeure. Quand on arrive chez Alfa3a, on se trouve vite pris dans le tourbillon, c'est l'épreuve du feu, et puis progressivement on va s'intégrer dans le projet, prendre sa place. J'ai été directeur du pôle Actions sociales, puis directeur adjoint, puis directeur général.

Est-ce facile de succéder à Jacques Dupoyet, devenu votre président ?
Oui parce que la transition s'est faite en douceur. Nous avons été en tandem à la direction ; nous le sommes restés dans la gouvernance. J'assure une forme de continuité, lui est en retrait de l'opérationnel, mais garde ce côté visionnaire si précieux pour l'association. Il faut que je m'habitue à avoir cette qualité de perspective. Chacun a trouvé sa place et il n'y a pas de conflit d'intérêts. Le conseil d'administration joue son rôle avec des administrateurs présents sur leurs territoires ou sur certaines activités.

Vous avez changé l'image de l'association.
Par tempérament, j'aime bien être proche des gens, être attentifs à leurs besoins, savoir encourager les équipes et aussi les remercier pour le travail accompli.

Parfois un peu trop gentil ?
Oui, on a pu me le reprocher, mais il m'arrive de me mettre en colère et ceux qui me sont proches le savent. Mais ce n'est pas fréquent…

Alfa3a approche de la cinquantaine. Comment allez-vous célébrer cet anniversaire ?
Avant tout avec toutes nos forces vives, y compris les bénéficiaires. Ce sera une fête de famille, une fête de famille. D'autres associations célèbrent leur 50e, leur 60e ou leur 70e anniversaire. Je suis très admiratif de cette continuité. Si elles n'avaient pas été fondées sur du solide, du vrai, elles n'auraient pas duré. J'ai confiance en l'avenir d'Alfa3a : le XXe siècle a vu naître la pensée personnaliste, le XXIe nous donne l'occasion de le mettre en pratique. ■

SANDRINE MOIRAUD

La lumière de la vie

PAR ANNICK PUVILLAND

Mère d'une fille polyhandicapée de 18 ans, Sandrine Moiraud œuvre avec d'autres parents et Handas pour qu'un établissement adapté pour adultes naisse dans l'Ain et prenne le relais de cet accueil si particulier.

« *Pour tout parent qui apprend que son enfant est handicapé, le monde s'écroule !* » Celui de Sandrine Moiraud s'est effondré en 2001 quand, six mois après la naissance de son troisième enfant, le pédiatre lui annonce brutalement qu'Émeline est polyhandicapée. « *Il faut accepter, dépasser les étapes de la colère, la culpabilité, la souffrance.* » Pas du genre à baisser les bras, Sandrine et son mari font face, avec un maître-mot : s'adapter. « *Il fallait se battre, s'organiser, continuer à faire tourner l'entreprise, à éduquer les garçons sans qu'ils soient tributaires du handicap de leur sœur. On se dit qu'il y a pire que soi, qu'il y a toujours une lumière devant. La vie est belle, l'aimer est le plus important !* »

> « IL Y A UN FOSSÉ ÉNORME ENTRE LA PRISE DE CHARGE DE L'ENFANT POLYHANDICAPÉ ET CELLE DE L'ADULTE. »

Émeline m'a transmis sa force

Motricité, déglutition, comportement, sommeil, épilepsie… Les troubles d'Émeline exigent une aide et une surveillance constantes. « *Si on l'oublie, elle peut mourir.* » Les médecins prédisent que jamais Émeline ne marchera, ne parlera, ne mangera seule.

De 2 à 4 ans, Sandrine l'emmène chaque semaine au CAMSP* de Bourg puis, dès la création de l'IEM** Handas installé à Viriat, demande une place en accueil de jour. « *Émeline a trouvé son équilibre entre l'établissement et la famille. Elle a évolué, s'est épanouie.* » Aujourd'hui, elle arrive à marcher.

Des liens se sont créés. avec les autres parents : « *On s'aperçoit qu'on n'est pas seuls. On échange des conseils, des adresses. J'ai beaucoup appris, découvert l'APF, Handi Cap Évasion…* »

Sandrine emmène Émeline partout, « *pour qu'elle ne s'enferme pas dans sa bulle* », mais n'aurait jamais cru possible de la voir randonner, faire du pédalo… Des bonheurs familiaux vécus intensément aujourd'hui, malgré ou plutôt avec le polyhandicap. « *Elle a une volonté, une joie de vivre ! Elle est mon moteur, comme je suis le sien. Elle m'a transmis sa force.* »

Partager les savoirs acquis

À 20 ans, Émeline devra quitter l'IEM. Sandrine participe au projet de création d'un accueil de jour médicalisé pour adultes, lancé avec le collectif de parents et Handas, et soutenu par l'APF, la MDPH, l'ARS et le Département.

Elle a pris part aussi à la Journée des aidants du 5 octobre dernier et, au-delà, aimerait partager ses savoirs acquis, en accompagnant des familles au niveau administratif. ■

* Centre d'action médico-sociale précoce
** Institut d'éducation motrice

Bio

- Formation initiale : agent d'exploitation et de transport.
- Elle seconde son mari dans l'entreprise de menuiserie qu'il crée en 1999 jusqu'à sa fermeture en 2013.
- Deux fils de 23 et 21 ans, « qui ont choisi des métiers de don de soi pour défendre les plus fragiles et sauver des vies », et une fille polyhandicapée de 18 ans.
- Aidante familiale de sa fille depuis 2012.
- Membre de l'APF Rhône-Ain.

> « Il faut une adaptabilité à toute épreuve.

« Je ne connais pas un seul élu qui puisse dire : après moi, le déluge ! » Annie Sanlaville a su résumer la position des maires qui raccrochent (un sur deux en mars prochain). Ne pas prendre sa suite ne veut donc pas dire prendre la fuite : les sortants sont fiers de leur travail d'équipe en faveur de la commune et de la communauté de communes. Et si c'était à refaire, ils repartiraient pour ce "métier" difficile mais exaltant, dira Christiane Colas.

Un maire sur deux ne repartira pas

Pourquoi ils raccrochent

Une légitimité contestée

Brasser le vent ou forer le sol déclenche les passions. Christiane Colas et Bernard Argenti en ont fait l'expérience durant leur dernier mandat.

Au nom de ses convictions, pour le maire de Confrançon, très marquée par les choix développement durable défendus depuis longtemps par la communauté de communes de Montrevel. Au nom de ses engagements, pour **Bernard Argenti**, le maire délégué de Plateau d'Hauteville, qui avait annoncé la couleur dans son programme de 2014. Parc éolien d'un côté, établissement thermal de l'autre ont été vivement contestés.

L'environnement est un sujet sensible car il touche le cadre de vie dont la commune est pourtant la première à s'occuper au quotidien. L'aménagement de la traversée du Logis-Neuf – il y en avait grand besoin ! – a valu à **Christiane Colas** beaucoup de critiques ; aujourd'hui, les riverains de la départementale félicitent leur maire pour cette réussite.

Il faut avoir le cuir épais pour encaisser pétitions et recours, agressivité et rumeur, parfois même **chantage et menaces. Ce n'est pas ce qui a poussé Christophe Rigollet** à démissionner de son mandat de maire de Saint-Julien-sur-Reyssouze, en mars dernier. L'aveu de son burn-out suscite le respect. L'homme est de qualité. Engagement professionnel et engagement personnel ne font pas toujours bon ménage. Beaucoup d'élus y laissent des plumes, particulièrement quand la légitimité de leur fonction et de leur investissement est battue en brèche. L'époque est féroce pour les maires, pourtant chouchous des Français.

La stature du maire est donc pas mal déboulonnée dans certaines communes ; mais, à entendre nos invités, il lui reste un rempart : le conseil municipal, c'est-à-dire le travail d'équipe ; mieux, il existe la co-construction, soulignent de concert **Anny Sanlaville** et **Marc Péchoux**, en évoquant l'intercommunalité épanouissante où ils siègent ensemble. Comme quoi un maire seul est un maire perdu.

> Les maires s'investissent pour le bien de la commune qui reste la porte d'entrée pour tous les habitants. Ils veulent assurer la continuité des projets et des choix politiques. Aucun d'entre eux n'osera souhaiter qu'il ne se passe rien après lui.
>
> **MARC PÉCHOUX**
> PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES MAIRES DE L'AIN

On s'engage pour apporter du mieux vivre, une qualité et un environnement pour l'ensemble de la population, que ce soit à l'échelle communale ou intercommunale. Ma décision de ne pas me représenter en 2020, je l'avais prise en 2014. Elle est sans rapport avec la lourdeur du mandat ni les évolutions de la législation ou les contraintes

ANNY SANLAVILLE, MAIRE DE SAINTE-EUPHÉMIE ET VICE-PRÉSIDENT DE LA COM COM DOMBES SAÔNE VALLÉE.

Maire quand on est paysan, c'est compliqué ; ça commence à 5 heures et ça se termine à minuit. Mais on ne va pas se plaindre : c'est passionnant, mais prenant, tous les élus le disent ! C'est être dans la proximité ; vous vous sentez utile. En revanche, je crois qu'il faudrait revoir le statut de l'élu local. Le maire de notre commune jumelle, Ronneburg, est salarié.

BERNARD ARGENTI, MAIRE DÉLÉGUÉ DE PLATEAU D'HAUTEVILLE, VICE-PRÉSIDENT DE HAUT-BUGEY AGGLOMÉRATION

Le plus gros sujet de revendication aura été le projet de parc éolien.Un projet difficile, compliqué. Je trouve que les habitants sont devenus plus individualistes et, du coup, ne se soucient pas de l'aménagement du territoire ou de l'avenir de notre planète. Ça entre en jeu dans les revendications.

CHRISTIANE COLAS,
MAIRE DE CONFRANÇON

J'ai un parcours singulier puisque j'ai dû démissionner en cours de mandat pour des raisons de santé. J'ai eu beaucoup de difficultés à concilier vie professionnelle et engagements municipaux. Pour faire court, j'ai été victime d'un burn-out. Ce n'est pas une décision que l'on prend de gaieté de cœur. Quand on s'engage devant les électeurs, ce n'est pas pour s'arrêter en cours de route mais pour un mandat entier.

CHRISTOPHE RIGOLLET
ANCIEN MAIRE DE SAINT-JULIEN-SUR-REYSSOUZE

Il faut être réaliste : conjuguer activité professionnelle et activité d'élu devient de plus en plus complexe. On ne peut mettre sa carrière entre parenthèses. Il faut gagner sa vie. Il faut aussi se pencher sur un statut de l'élu qui lui donne des garanties sur le prolongement de sa carrière et sur un revenu de complément.

MARC PÉCHOUX
MAIRE DE TRÉVOUX, VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DOMBES SAÔNE VALLÉE, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES MAIRES DE L'AIN QUI NOUS A AIDÉS À ORGANISER CETTE TABLE RONDE

Passer le relais

Pourquoi raccrochent-ils ? Ils répondent, sans langue de bois. Pour ne pas s'accrocher au mandat de trop. ; parce qu'ils ont fait leur temps ; parce qu'ils ont beaucoup donné ; parce que c'est devenu trop compliqué ; parce qu'ils ont envie de faire autre chose : devenir bénévole à la bibliothèque (**Anny Sanlaville**) ; se reposer et s'occuper des petits-enfants (**Christiane Colas**) ; continuer à s'intéresser à la cité (**Bernard Argenti**, addict à vie au politique). Et comme **Christophe Rigolllet**, ils sont tous heureux de passer la main à plus jeune ou à tout aussi compétent, avec qui ils ont fait équipe, en qui ils ont confiance car c'est un choix partagé et assumé. De l'eau au moulin de **Marc Péchoux** qui veille au moral des troupes

> Pas facile de trouver des jeunes femmes aujourd'hui pour assurer la parité. On ne peut pas compter que sur des retraités pour gérer nos communes. Il faut avoir une vision à dix ou quinze ans, il faut du sang neuf.
>
> **BERNARD ARGENTI**

Une écharpe pleine d'échardes

Avec le recul que lui donnent ses trente ans d'engagement municipal, **Bernard Argenti** a pris soin de rappeler que les technocrates du gouvernement Hollande avaient voulu tordre le cou au département et à la commune. Petite, isolée, sans le sou, elle n'avait plus qu'à se fondre dans le melting-pot désincarné de "l'interco". Ce vent mauvais a tourné : *« Au cœur de la proximité, la commune est réhabilitée »* se réjouit celui qui a connu le yoyo des élections et des politiques publiques.

Tout n'est pas rose cependant. **Marc Péchoux** a énuméré les nuages qui ont assombri le mandat : la poursuite de la baisse des dotations, la disparition de la taxe d'habitation *« le seul impôt que maîtrisait le maire et sur lequel il pouvait rendre des comptes »*, la réglementation tatillonne empilée comme un mille-feuille, le développement durable qui s'impose dans le débat, l'émergence d'une population périurbaine qui demande les mêmes services qu'en ville… *« Le maire est moins libre de sa décision. »*

Chacun a, tout au long de cette table ronde, témoigné qu'un maire était "dans le dur" en permanence : la démographie médicale qui dévitalise la commune (**Christophe Rigollet**), Internet qui fait de chaque citoyen un expert en tout (**Bernard Argenti**), la confusion des genres entre le mandat et le métier (**Anny Sanlaville** et sa formation d'assistante sociale), une forme d'extrémisme dans l'expression des oppositions (**Christiane Colas**).

Que reste-t-il de la petite commune passée à la moulinette de l'intercommunalité sans avoir, dans la plupart des cas, eu le temps d'en débattre et de s'y préparer ? Moins de compétences, moins de délégués, moins de poids mais, au final, plus de potentialités pour faire vivre la démocratie locale. C'est l'espoir que chacun nourrit dans cette génération d'élus qui tire sa révérence avec mérite et le sentiment du devoir accompli.

ANIMATION CHRISTOPHE MILAZZO, XAVIER JACQUET
RÉALISATION RCF MAUREEN MATRINGHEN
PHOTOS SÉBASTIEN TOURNIER
SYNTHÈSE ALAIN GILBERT

Le métier a changé

En 1983, une compilation statistique élémentaire (sexe, âge, profession, localisation…) opérée par *Voix de l'Ain* avait désigné Gérard Juillet, tout juste élu premier magistrat de Sutrieu, comme étant le plus représentatif des maires du département sortis du scrutin des municipales.

Avant d'aller lui poser mes questions, il m'a fallu chercher sur une carte cette commune à flanc de Valromey (elle accueille l'observatoire de la Lèbe) et trouver la ferme d'élevage, bien connue des gens du pays. Surpris, le nouveau maire a pris cette notoriété impromptue avec son bon sens bugiste : ça ne peut pas faire de mal à la commune. Il sera par trois fois reconduit dans son fauteuil, soit un bail de 25 ans, après trois mandats de conseiller municipal.

Six scrutins plus tard, les paramètres ont bien changé : Sutrieu, issue d'une longue fusion entamée dans les années soixante-dix, a rejoint il y a un an la commune nouvelle de Valromey-sur-Séran, en compagnie de Belmont-Luthézieu, Lompnieu et Vieu. C'est-à-dire que l'on a su dépasser les particularismes locaux pour choisir le parti de la raison ; Danielle La Pietra, élue maire en 2018 après une élection partielle, puis maire déléguée en 2019, termine son premier mandat ; la commune a perdu au fil du temps une poignée d'habitants. Elle est partagée désormais entre le canton d'Hauteville et la communauté de communes Bugey Sud.

Finalement, notre table ronde reflétait assez bien ces évolutions : deux hommes deux femmes au nom de la parité, une forte prédominance rurale, mais un arbitre citadin, président de l'association des maires, issu (comme ses deux prédécesseurs, maires de Replonges et de Divonne) d'une commune excentrée – Trévoux – dont les hauteurs offrent un imprenable point de vue sur le Grand Lyon ; Marc Péchoux, fonctionnaire hospitalier, est un élu neuf qui se partage entre une ville marquée par l'histoire et un canton grignoté par l'urbanisme. L'Ain tient tout entier dans ce périmètre.

Cette table ronde sera disponible en podcast sur https://rcf.fr/actualite/

COMMENT ÇA MARCHE ?

Professionnalisation
85 % sortis vers l'emploi

Geiq Alphée Rhône-Alpes
Coup double pour l'emploi

Premier groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (Geiq) spécialisé santé-social né en France, Alphée aide les établissements à recruter et les demandeurs d'emploi à se former.

DIX ANS D'EXPÉRIENCE

• Une association née en 2009 de la volonté de 4 directeurs d'Ehpad de l'Ain.

• 25 structures adhérentes en 2019 (Ehpad, établissements pour personnes handicapées, MECS…).

• 319 salariés formés, en contrat en alternance, au diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social (AES), en partenariat avec Saint-So'Formation, ou d'aide-soignant, avec la MFR d'Annecy, depuis la création, dont 71 % éloignés de l'emploi.

• 85 % de réussite à l'examen.

• 85 % de sorties vers l'emploi, dont 70 % vers l'emploi durable.

• 2 salariés permanents : coordinateur et responsable administrative.

UNE DOUBLE MISSION

Comme tous les groupements d'employeurs labellisés Geiq, Alphée a pour but de rendre service aux adhérents, en mettant à leur disposition des salariés en contrat de professionnalisation, et de favoriser l'insertion des demandeurs d'emploi prioritaires (de longue durée, jeunes, seniors, bénéficiaires du RSA…).

DES PROJETS INNOVANTS

• Alphée est l'un des deux seuls Geiq santé-social en France, l'autre étant né en 2012 dans le Bordelais. Il accompagne la création d'un Geiq Bourgogne Franche-Comté et d'un projet en PACA.

• Le Geiq Alphée agit aussi pour la qualité de vie au travail en Ehpad, via des actions lancées en 2019 avec les Ehpad Saint-Vincent, à Bellegarde, et Sœur Rosalie à Confort, et la Carsat à Annecy.

Mode d'emploi

• Pour les employeurs
Le Geiq recrute, embauche, prépare à l'entrée en formation et accompagne tout au long de leur parcours des personnes motivées, rapidement opérationnelles. Un « plus » pour limiter l'absentéisme et le turn-over du personnel.

• Pour les salariés
Le Geiq propose un parcours de formation sur mesure et qualifiant, vers l'emploi durable, avec :

– un accompagnement individuel ;

– un contrat de professionnalisation de 18 à 24 mois, débutant en septembre ou mars ;

– une possible prise en charge des frais d'hébergement et pension, et si besoin des solutions pour la garde d'enfants.

• Territoire
– L'Ain + 2 antennes à Mâcon et Annecy.

– Des projets de développement sur l'Ain avec l'Adapei, le Rhône, la Saône-et-Loire et les deux Savoies.

• Gouvernance
– Président : Gilbert Pelenc (vice-président de l'Adapei).

– Coordinateur : Jean-Michel Jacquin.

> De nouvelles formes de travail sont à inventer dans ces métiers.
>
> **JEAN-MICHEL JACQUIN,** COORDINATEUR

Geiq Santé-social Alphée Rhône-Alpes
10, place de la Halle
01150 Saint-Sorlin-en-Bugey
geiqalphee@gmail.com
tél. 04 74 35 08 70
www.lesgeiq.fr

Habitat

Qualité de vie au travail

Du 4 au 8 novembre, Bourg Habitat organisait la 3e édition de sa Semaine de la qualité de vie au travail. Au programme : atelier nutrition et dégustation de smoothies, initiation à la micro-sieste, repas partagé, escape game au siège, session-test du simulateur de vieillissement, conférence sur l'e-réputation… Près d'un collaborateur sur deux a participé à au moins une des animations.

À tester durant la Semaine QVT : le simulateur de vieillissement.

Palme ciné pour Bourg Habitat

Le film mettant en valeur Maxime et ses lunettes e-sight a été sélectionné par le jury parmi onze films en compétition.

Bourg Habitat et son collaborateur Maxime ont remporté la palme du maintien dans l'emploi au festival de courts métrages « Handicap & entreprise : ça tourne ! » organisé par la CPME Auvergne-Rhône-Alpes et l'Agefiph. Administrateur système et réseaux informatiques, malvoyant, Maxime est équipé d'innovantes lunettes e-sight lui permettant d'exercer son métier-passion dans de meilleures conditions.

Neuf(s) pavillons

Ain Habitat a inauguré 9 pavillons locatifs à Domsure en novembre. Au total, Ain Habitat gère environ 1 000 logements dans l'Ain, principalement en zone rurale, et réalise également des programmes pour l'accession à la propriété et en PSLA. De nouvelles opérations sont prévues en Bresse et Dombes.

Le Clos des Tilleuls, à Domsure, a été inauguré le 15 novembre.

Les 90 ans de Bourg Habitat
Un clap de fin réussi

2019 aura donc été un anniversaire à rebondissements pour Bourg Habitat. Plutôt que de souffler d'un seul coup ses 90 bougies, l'office a allumé beaucoup de petites lumières festives, comme il l'avait promis, en invitant locataires et collaborateurs en diverses occasions.

Plus solennelle fut l'inauguration, fin novembre, d'une exposition de quelques semaines installée dans le hall d'accueil du siège. Consacrée aux origines et au développement du premier bailleur burgien, elle venait ponctuer cette rétrospective. **Sévérine Renault**, responsable de communication, est allée plus loin dans ses recherches d'archives que les documents (statuts de la création, plans des premiers immeubles, photos de la construction de la Reyssouze…) déjà publiés dans une plaquette destinée à marquer le 70e anniversaire.

La compilation de ces documents souligne une fois de plus les liens intimes et constants qui relient la ville à son office, bras séculier d'une politique sociale du logement initiée par le patronat d'alors.

Ce lien entre la ville et son bailleur social fut rappelé avec pertinence lors de l'inauguration honorée par la présence du préfet et de nombreuses personnalités. **Denise Darbon** avait invité tous ceux qui l'ont précédé à la présidence : **André Godin**, ancien maire et président de 1977 à 1983, **Marie-Claude Desfarges** de 2001 à 2008, **Claudie Saint-André** de 2008 à 2014 ; **Jean-François Débat**, président de 1995 à 2001, retenu à Paris, n'a pu témoigner de l'intérêt que le maire de Bourg porte toujours à un office qu'il a fait basculer avant l'an 2000 dans un autre siècle et un autre monde en le poussant à devenir Bourg Habitat.

À la une de Dynacité
70 ans et environnement

Marc Gomez a été nommé vice-président d'ABC HLM, en charge de l'habitat durable, pour les trois ans à venir.

• Dynacité a participé pour la deuxième année au Mois sans tabac, avec une initiative originale : échanger une cigarette contre une pomme. Plus de 50 kg de pommes locales bio ont ainsi été distribuées et des collaborateurs disent déjà avoir réduit le tabac.

• 70 ans aujourd'hui et demain notre contribution face au défi climatique le thème d'avenir portera toute l'année 2020. *« Cet anniversaire est l'occasion d'embarquer l'ensemble des collaborateurs de l'entreprise dans cette transition et de devenir exemplaire en terme environnemental. Il s'agit de préparer Dynacité aux évolutions climatiques qui impacteront avec certitude sa manière de travailler. Nous souhaitons qu'à fin 2020, les collaborateurs de Dynacité portent un autre regard sur leur métier en y intégrant encore plus l'environnement »*, explique Marc Gomez, directeur général. Cet anniversaire se concrétisera par des temps forts, où collaborateurs et partenaires se retrouveront, et des actions pour l'environnement en agence. Rendez-vous est déjà donné le 19 juin, dans un lieu inoubliable… gardé secret.

Une cigarette contre un fruit : une initiative pour sensibiliser aux bénéfices de l'arrêt du tabac sur la santé.

mon parcours à moi

David Barrault

La vidéo tissée de social

La fibre sociale, l'envie de montrer ce que les gens ont de bien, de partager, ont toujours animé Alain Barrault, de son premier métier de moniteur-éducateur puis éducateur spécialisé jusqu'à son activité de producteur audiovisuel.

ITINÉRAIRE

Les premiers pas dans le social : aide-animateur l'été.

L'école ne passionne guère le collégien. À 16 ans, il teste un job « auprès d'enfants de la DDASS » en camp dans la Drôme. « Ça m'a vraiment plu ! »

À 18 ans, il se forme au métier d'éducateur à l'IME Le Prélion et à l'ADEA.

À l'heure de l'armée, il opte pour le service civil – « J'étais le premier dans l'Ain » – à l'APF. « J'accompagnais des personnes handicapées et atteintes de maladies évolutives. C'était dur mais vraiment très riche. »

Accueillant à la halte de nuit de Tremplin.

« J'y ai travaillé quatre hivers. C'était vraiment la formation par le concret ! On accueillait tout le monde, il y avait une super équipe. » Le social vibre aussi dans sa musique : son groupe s'appelle Légendaïeur.

1996, le déclic pour la vidéo

« On avait organisé un festival dans le hangar. La deuxième année, j'ai proposé de le filmer, avec des copains. On l'a monté, ça m'a plu. » De là, naît l'association Visual Circus Vidéo.

2006, jeune papa, il entre à l'Orsac, au centre ressources pour lésés cérébraux.

Après diverses expériences professionnelles (IME, Alaniers, Prado, PJJ), il découvre « un autre univers » qui l'amène à devenir éducateur spécialisé. Côté vidéo, il filme les concerts de la Tannerie et anime des ateliers à la prison.

2013, virage vers l'audiovisuel. 2017, prix national.

Les deux lui sont chers mais, peu à peu, la vidéo l'emporte sur le social : il se forme au documentaire long à Paris puis, à Bourg, lance Dad Production en auto-entrepreneur.

2019, de l'auto-entrepreneuriat à l'« Imaginerie » associative

Facebook et Prix national* aidant, il tourne pour les PEP 01, le CPA, la Ville de Bourg… « C'est génial de retourner dans le social pour réaliser des films ! » L'auto-entreprise est devenue une association, avec la volonté de créer une dynamique autour de l'audiovisuel.

* pour le film contre le harcèlement scolaire réalisé avec et par des collégiens burgiens en 2017

Initiatives

Aider les aidants

Ain Domicile Services restructure son service particulier employeur, avec la création d'un pôle Développement Innovation visant à répondre aux besoins d'accompagnement des personnes en situation de fragilité et notamment de développer l'offre de répit pour les aidants.
Tél. 04 74 21 42 52 / 06 33 04 66 63.
assistante@ain-domicileservices.fr

Ain'spire

Nouvelles boutiques solidaires

• **À Ambérieu-en-Bugey,** Tremplin a ouvert en novembre sa deuxième enseigne solidaire Frip'One (après celle de Bourg-en-Bresse en 2014). Un rayon de vêtements créés par l'atelier couture complète ceux d'articles de seconde main. La boutique est ouverte à tous et permet à des salariés en insertion d'évoluer dans leur parcours vers l'emploi en entreprise.

• **À Valserhône,** le comité local du Secours populaire a ouvert en décembre une boutique de la solidarité – la première sur la commune – au centre-ville, où trouver vêtements, livres et jeux d'occasion à petits prix. *« L'argent des ventes sert directement à aider des personnes en difficulté »* précise Suzanne Rot, responsable. La mairie a apporté son soutien. La boutique est ouverte les jeudis, vendredis, et le samedi matin. *« Les bénévoles sont très investis, on aimerait ouvrir aussi le mercredi puis tous les jours. »*

Les bénévoles du Secours populaire de Valserhône se relayent pour tenir la nouvelle boutique solidaire.

CAMSP de Bourg-en-Bresse
20e anniversaire

Premier né dans l'Ain, le CAMSP* de Bourg-en-Bresse, créé par l'APF, vient de fêter ses 20 ans. Il compte aujourd'hui 70 places et devrait en offrir 120 en file active. *« Mais nous sommes tributaires du temps médical, qui a diminué : d'avril à octobre, nous avons dû geler les entrées »*, explique Isabelle Prabel-Nallet, responsable de service. Une situation exceptionnelle, qu'on ne retrouve pas dans les antennes de Nantua et Ferney-Voltaire.
« Or, il faut intervenir dans les deux à trois mois chez le tout-petit pour un accompagnement efficient et éviter le surhandicap. Heureusement, nous avons la chance d'avoir des praticiens hospitaliers qui repèrent très vite les tout-petits et nous les envoient. » Le centre travaille également avec les professionnels libéraux : *« Sur 71 enfants suivis actuellement, 49 ont un suivi libéral. »*
L'étroitesse des locaux du centre-ville se fait aussi sentir, d'où le projet de regrouper CAMSP et SESSAD sur un même site.

* Centre d'action médico-sociale précoce, pour les 0/6 ans présentant ou susceptibles de présenter des troubles du développement, des difficultés et/ou des handicaps.

Une partie de l'équipe pluridisciplinaire, qui réunit une vingtaine de professionnels.

Parents d'enfants handicapés
Des savoirs expérientiels

Comment recueillir la parole des parents d'enfants handicapés pour faire entendre leurs difficultés aux futurs professionnels et leur transmettre leurs savoirs expérientiels pour faire évoluer les relations avec les familles ? En organisant une rencontre. C'est l'idée de cinq étudiantes en 3e année Assistant de service social et Éducateur spécialisé à l'IREIS.
La réflexion menée par ce Groupe projet partenarial (GPP), dans le cadre de leur formation, via contacts avec des institutions, entretiens avec des parents..., aboutira à l'action le 6 avril : deux à trois parents interviendront auprès d'une classe de 3e année Éducateur spécialisé, durant deux heures. La rencontre débutera par un temps de parole sur la représentation qu'ont les parents des professionnels et vice-versa avant d'échanger sur ce que pourraient apporter aux éducateurs les connaissances acquises par les familles.
Suivra une évaluation en deux temps, auprès des étudiants et des parents.

« Les parents estiment qu'il y a un réel manque d'écoute de la part des professionnels, leur donnant le sentiment de ne pas être soutenus par eux » constatent Clarisse Bonjour, Marie-Françoise Pilière, Marion Jeunehomme, Colleen Guetz et Floriane Brussier.

inter·action 102
LE MAGAZINE DU SOCIAL DANS L'AIN
JANVIER 2020

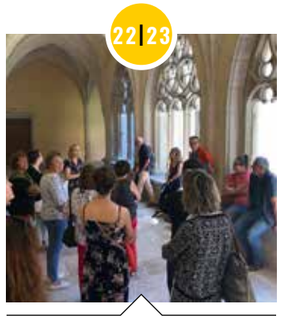
ADMR

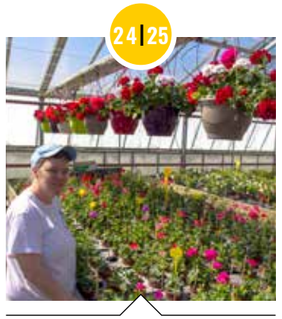
Les TISF
Deux ans après

Photo © Florence Daudé

CAHIER PARTENAIRES

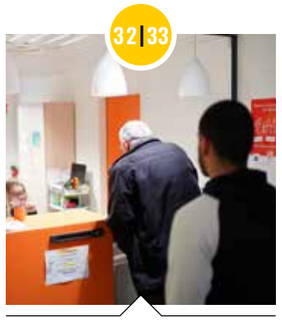
SOMMAIRE
CAHIER PARTENAIRES

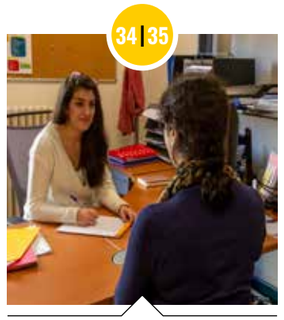

22|23
Alfa3a
CULTURE POUR TOUS

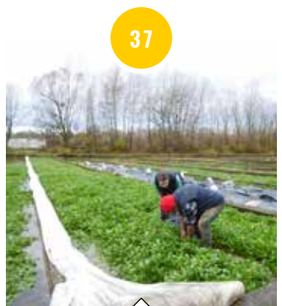

24|25
Adapei de l'Ain
UN PORTEFEUILLE DE COMPÉTENCES

26|27
Bourg Habitat
RÉNOVATION URBAINE DU PONT DES CHÈVRES

28|29
ADMR
LA BONNE LONGUEUR D'ONDES DES TISF


32|33
Conseil départemental
L'AIN SOIGNE SA DÉMOGRAPHIE MÉDICALE


34|35
L'UDAF
S'ENGAGE SUR UNE DYNAMIQUE D'EXPANSION


37
ORSAC
CHANTIER D'INSERTION

38|39
SEMCODA
UNE CINQUIÈME MARQUE

40
Initiatives
DANS LE MONDE MÉDICO-SOCIAL

Conseils citoyens
Le pouvoir des habitants

Inscrit dans la loi pour la première fois en 2014, le principe de co-construction de la politique de la ville avec les habitants est à l'œuvre avec les conseils citoyens.

> L'Ain est le premier département en France où sont organisées des Rencontres des conseils citoyens.

Définis selon le critère de pauvreté, plus de 1 500 quartiers « prioritaires » existent en France et donc, en principe, autant de conseils citoyens. Créés par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine de 2014 (loi Lamy), ils réunissent des habitants tirés au sort, des volontaires et des acteurs locaux. Autonomes et indépendants vis-à-vis des pouvoirs publics, ils ont une mission : être acteurs du contrat de ville. Objectifs : porter la parole des habitants, être force de propositions et d'actions pour le quartier, favoriser le bien vivre ensemble. « *Les conseils citoyens renforcent le pouvoir d'agir des habitants, pour rendre plus efficientes les politiques locales* » souligne Camille Méridja, déléguée adjointe de la fédération des centres sociaux de l'Ain qui les accompagne.
Dans l'Ain, ils devraient être dix. À Bourg-en-Bresse, existaient des « conseils citoyens » qui évoluent vers la formule créée par la loi, sur les trois quartiers concernés. À Montluel, il est à naître. À Oyonnax, Bellignat, Ambérieu-en-Bugey, Belley, Saint-Genis-Pouilly et Ferney, ils se sont créés.

À Belley, la Rencontre 2019 s'est achevée par une visite guidée du quartier Clos Morcel Brillat-Savarin.

L'atelier 3 de la Rencontre 2019 invitait à réfléchir sur « le conseil citoyen et les habitants du quartier : de la parole à l'action ».

RÉFLÉCHIR ENSEMBLE

En 2016, une première Rencontre départementale, à l'initiative de la DDCS* et la Fédération des centres sociaux, les a réunis à Oyonnax. « *Elle leur a permis de se connaître, de réfléchir ensemble, de créer une dynamique.* » Ils en ont redemandé : l'événement est devenu annuel. Il attire en moyenne 80 participants – conseillers citoyens, animateurs, élus, professionnels – et allie ateliers thématiques, témoignages, apport d'un sociologue (Jean-Pierre Worms en 2018, Thomas Kirszbaum en 2019) et convivialité. À Belley, le conseil citoyen, qui accueillait la Rencontre 2019, proposait après le buffet final une visite guidée de son quartier. En novembre, il était invité à la rencontre nationale « Mon conseil citoyen a du talent » à Paris pour présenter sa « chasse aux trésors » organisée en mai dernier. ■

.* Direction départementale de la cohésion sociale

> Le conseil citoyen associe réellement les habitants au contrat de ville : ce ne sont pas des figurants.

CAMILLA MÉRIDJA,
DÉLÉGUÉE ADJOINTE DE LA FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX DE L'AIN

QUI ?

alfa3a
accueillir associer accompagner

SPECTACLES

Culture pour tous c'est :

- Des coopérateurs culturels mettant à disposition des places pour des manifestations ou des spectacles.
- Des coopérateurs sociaux qui proposent ces places à des personnes en situation de précarité.
- Des actionneurs qui bénéficient de ces places.

Fin 2019 :

- Une cinquantaine de coopérateurs culturels
- 70 coopérateurs sociaux
- 1 800 places mises à disposition sur la saison 2018-2019
- 450 actionneurs

Clémentine Lacoste-Blanchard, chargée de mission Culture pour tous
20, rue du 4 septembre
01000 Bourg-en-Bresse
04 74 45 38 36
culturepourtous@alfa3a.org
Culture pour Tous dans l'Ain

Trois clics pour un déclic

Culture pour tous met en relation des institutions culturelles et sportives avec des structures sociales. Un moyen original et valorisant pour agir contre la précarité et l'isolement. Après deux ans dans l'Ain, la dynamique ne demande qu'à s'accélérer.

PAR **CHRISTOPHE MILAZZO**

Depuis la création du concept de billetterie solidaire dans le Rhône en 2001, Culture pour tous, association reconnue d'intérêt général, a distribué 200 000 billets. Autant d'opportunités de développer les pratiques culturelles, mais surtout de sortir des personnes en situation de précarité de l'isolement. L'enjeu est de recréer du lien social et de briser ce cercle vicieux en participant à la vie culturelle et événementielle. Dans l'Ain, une antenne est en place depuis 2018, portée par Alfa3a en partenariat avec Culture pour tous et France bénévolat.

UNE MOBILISATION COLLECTIVE

Le repérage de bénéficiaires potentiels est assuré par les structures sociales. Elles proposent les places aux personnes qu'elles accompagnent qui, à chaque sortie, peuvent inviter gratuitement une personne de leur entourage. Pour tenir compte des emplois du temps des professionnels souhaitant accompagner leur bénéficiaire, de nombreuses sorties sont proposées en semaine. Elles peuvent être l'occasion d'engager un travail sur la culture au sein de la structure.
Les invitations disponibles en ligne sur le site de Culture pour tous sont mises à disposition par des structures sportives ou culturelles : FBBP 01, Monastère de Brou, centre culturel Aragon à Oyonnax, maison Voltaire à Ferney, cinéma d'art et d'essai d'Ambérieu… Les bénéficiaires sont accompagnés dans l'utilisation de la billetterie en ligne par les travailleurs sociaux.

COMMENT ENTRER DANS LE DISPOSITIF ?

« Il suffit de se rapprocher de moi », résume **Clémentine Lacoste-Blanchard**, chargée de mission Culture pour tous. Une fois la fiche de présentation de la structure remplie, un compte est créé avec des identifiants et les professionnels peuvent accéder au site. Le portail recense tous les évènements à venir dans l'Ain et le Rhône. *« Si une personne est intéressée, c'est trois clics et l'invitation est imprimée à son nom »*, ajoute Clémentine Lacoste-Blanchard.

Une fois par an, un temps d'échange est organisé autour de la culture. En 2019, cap sur Ambronnay pour une visite musicale de l'abbaye suivie d'une conférence d'Alain Goudard.

> « 200 000 billets distribués depuis 2001

« Il faut se lancer » conseille Esteban. Pour Léa Le Garro, les sorties permettent de bâtir des liens différents. « Il y a des choses qui se passent entre nous. On crée de bons moments, de bons souvenirs dont ils peuvent parler en famille ou aux autres. »

XXXXXXXXXXXXX

Le spectacle une thérapie pour groupe

Depuis six ans, l'ITEP Arc-en-ciel à Trévoux a adopté Culture pour tous pour élargir l'horizon culturel des jeunes.

Du spectacle équestre au cinéma en passant par les concerts, le choix est vaste. À l'ITEP, Culture pour tous a permis de multiplier les sorties à moindres frais. Les jeunes sont demandeurs ; tous ayant participé à une sortie culturelle. Curieux, Esteban en a même fait plusieurs. *« On fait des sorties sur beaucoup de sujets auxquelles on ne penserait pas forcément. »*

PETIT INVESTISSEMENT, GROS RETOUR

Une fois par mois, **Léa Le Garro**, monitrice éducatrice et référente culture pour tous à l'ITEP, consulte les sorties proposées sur le site pour voir ce qui pourrait intéresser les jeunes et leur proposer. *« Il faut penser à aller voir les spectacles, mais ce n'est pas insurmontable ! Ça me prend dix minutes »* détaille-t-elle. *« J'ai appris facilement à m'en servir. Je n'ai jamais eu de problèmes et ils sont joignables facilement. »*
Sans l'obstacle financier, les professionnels s'autorisent à innover pour éveiller l'intérêt des jeunes. Parfois, le résultat est bluffant comme au théâtre d'improvisation. *« Ils nous demandent presque toutes les semaines quand ils pourront y aller et ils transmettent ça chez eux. Des parents y ont emmené les enfants »* se souvient Léa Le Garro. Les sorties, souvent en groupe, sont l'occasion de quitter le cadre de l'institution et de travailler sur le comportement en société. *« Prendre l'air, c'est bien »* insiste Esteban. *« Ça nous fait visiter des choses que l'on ne fait pas forcément en famille. On découvre, ça nous apprend des choses et on s'amuse ! »* Parfois, ces sorties sont de vraies soupapes. *« Nous avons eu une année difficile sur le groupe »* raconte Léa Le Garro. *« Presque tous les jeudis, nous allions au spectacle. Les jeunes étaient apaisés, ça changeait du quotidien. »*

UN STIMULATEUR D'ÉCHANGES

Un film peut ouvrir le débat à l'ITEP ou à l'extérieur. Récemment, après une projection, les jeunes ont échangé avec le public sur les femmes dans le football. *« On a vraiment tout à gagner. Il faut un peu de rigueur au départ, mais c'est très riche »* conclut Léa Le Garro. *« On peut être étonné de voir des jeunes apprécier des choses dont on n'avait pas idée. »*

3 QUESTIONS À

Lucie Gouilloux

RESPONSABLE DU SERVICE DES PUBLICS AU MONASTÈRE DE BROU

Pourquoi Brou a-t-il rejoint la démarche ?

Nous avons été contactés il y a un an et demi. Ça nous semblait assez évident d'en faire partie. Culture pour tous rejoint la volonté de faire en sorte que le monastère de Brou accueille tous types de public. Nous avons testé le dispositif pendant un an avant de l'entériner par une convention en octobre.

Comment cela fonctionne-t-il ?

Je leur ai dit de ne pas hésiter à nous contacter s'ils repèrent des actions qui pourraient convenir afin de cibler au mieux les attentes des publics. En général, ce sont des manifestations telles que des visites guidées thématiques avec 2, 4 ou 6 entrées offertes sur des groupes de 24 personnes. On a proposé des places pour le festival « à la folie pas du tout ». Il n'y a pas de quota, tout est souple. Les retours restent faibles sur les visites, mais le festival marche très bien. Nous n'avons pas encore atteint notre rythme de croisière puisque c'est notre deuxième année.

Cela mobilise-t-il beaucoup de temps ?

Au départ, je craignais que ça nous rajoute du travail, mais ils m'ont rassuré. C'est hyper simple et fluide. Nous avons eu une petite formation par téléphone, mais l'interface est intéressante et facile d'accès. Quand je fais le bilan des invités, je vois les personnes inscrites, je sais si les places ont été prises pour les remettre à l'entrée. Ça ne demande pas de temps supplémentaire pour la structure car c'est très fluide et bien géré. Il ne faut pas hésiter car ça ne peut être que bénéfique pour tout le monde.

HANDICAP

— Le pôle travail adapté :

- **13 établissements sur 16 sites dont :**
  - 8 ESAT (Établissement et service d'aide par le travail)
  - 5 entreprises adaptées
- **8 secteurs d'activités :**
  - Espaces verts
  - Sous-traitance industrielle
  - Nettoyage de locaux et de véhicules
  - Restauration collective
  - Traiteur-évènementiel
  - Menuiserie et mobilier urbain
  - Blanchisserie
  - Imprimerie
- **1001 personnes :**
  - 71 % de travailleurs handicapés
  - 19 % de professionnels
  - 10 % d'ouvriers d'entreprise adaptée
- **14 M€ de chiffres d'affaires**

Adapei de l'Ain
20 avenue des Granges Bardes
Bourg-en-Bresse
04 74 23 47 11
siegesocial@adapei01.fr

Un portefeuille de compétences

Pour faire progresser son pôle travail adapté et favoriser l'évolution professionnelle de son millier de travailleurs, l'Adapei s'engage dans un programme en trois temps : identification, valorisation et reconnaissance des compétences. Une vraie richesse mais aussi un défi !

PAR **CHRISTOPHE MILAZZO**

Par le passé, l'Adapei n'avait pas toujours une visibilité suffisante sur le profil de ses travailleurs du milieu protégé, leurs compétences et l'évolution de leur parcours professionnel. *« Ce n'est pas satisfaisant car nous devons reconnaître et valoriser leurs compétences »* juge Thierry Joseph, vice-président de l'Adapei. *« C'est aussi insatisfaisant pour l'Adapei car sans visibilité sur leur profil, comment valoriser leur savoir-faire auprès de nos clients ? »* Pour sortir du brouillard, la clef est le triptyque identification, valorisation, reconnaissance des compétences. Depuis 2018, la loi pour *« la liberté de choisir son avenir professionnel »* s'applique aux milieux ordinaire et protégé. C'est la raison pour laquelle l'Adapei ouvre le chantier de la compétence. Si certains établissements ont mené des initiatives, l'Adapei va dorénavant s'engager dans une démarche globale, structurée et homogène, pilotée par le siège et déployée en lien avec les établissements.

La vision globale des compétences permettra, dans l'éventualité d'une nouvelle activité ou du déclin d'une autre, de réfléchir au repositionnement des salariés vers de nouveaux secteurs.

UNE FORMATION PERMANENTE

Le premier chantier est l'identification du portefeuille de compétences de chacun. Dans les établissements, elles se construisent au quotidien, dans le travail : une tâche nouvelle survient, les professionnels expliquent et accompagnent les bénéficiaires. Depuis 2018, ces actions de formations en situation de travail sont reconnues par la loi. Dorénavant, elles seront repérées, décrites et centralisées. *« Il faut un travail de fond pour que les encadrants techniques aient conscience de leur posture de formateur »* explique Thierry Joseph. Des démarches et des outils devront être déployés pour laisser une trace de ces actions et de leurs résultats sur le dossier personnel. *« Les encadrants connaissent les compétences de chacun. Mais en cas de départ, il est nécessaire de les capitaliser »* ajoute Thierry Joseph. *« Il faut passer du non-formel au formel et mettre en place un portefeuille de compétences qui appartient au bénéficiaire où toutes les équipes peuvent apporter de la matière. L'idée est de laisser une trace pour identifier les parcours et, au final, faciliter les évolutions individuelles. »* ■

> Comment valoriser notre travail auprès de nos clients ?

Thierry Joseph

GASTRONOMIE FRANÇAISE EN CHINE

La preuve par l'exemple

Pour la deuxième année, six jeunes de l'ESAT Croq'Ain de Belley et de la Maison des Pays de l'Ain se sont rendus à Yesanpo, près de Pékin, pour représenter la gastronomie française.

Agnès Gaia

Tout a commencé par un constat : pourquoi proposer ce type d'échange à des jeunes du milieu ordinaire et pas aux cuisiniers de l'Adapei ? C'est ainsi qu'a démarré la participation de l'association à la Semaine de la gastronomie française de Yesanpo. À travers cet échange, toute notion de handicap disparaît. Les jeunes sont accueillis comme des professionnels de la restauration par leurs pairs, les hôtes chinois n'ayant aucun lien avec le milieu protégé.

UNE EXPÉRIENCE DE VIE

Chaque année, ceux qui partent ne reviennent pas tout à fait les mêmes. Ils vivent une expérience intense et construisent des compétences professionnelles et comportementales autour de l'autonomie, du respect des consignes et de l'adaptabilité. Avec une langue, un environnement, des produits, des équipements différents, ils sortent de leur zone de confort. *« En Chine, ils n'ont pas les mêmes produits. On faisait avec leurs moyens, leurs équipements. On a parfois dû improviser et on s'est adapté »* résume Agnès Gaia, qui travaille à la Maison des pays de l'Ain. Ces expériences ouvrent leur horizon professionnel et leur palette de compétences. Ainsi, un soir, le groupe a dû réaliser un service en salle. Une première pour trois d'entre eux. Après une explication, ils ont réussi cette activité nouvelle et ont acquis des compétences complémentaires. Preuve que les actions de formation en situation de travail sont une réalité, même à 8 000 kilomètres de l'Ain. ■

Ces échanges sont une telle réussite qu'une troisième édition devrait être organisée en septembre 2020.

Zoom

Ouvrir les portes

Pour construire un parcours professionnel, mieux vaut débuter tôt. Dès l'IME (Institut médico-éducatif), l'accent sera mis sur l'orientation, la construction du projet et l'accompagnement. *« C'est là que commence à se déployer un projet, à se construire les premières compétences professionnelles »* résume Thierry Joseph. *« Il faut identifier les aptitudes dont chacun dispose pour un métier : capacité à travailler en équipe, à respecter les consignes, à exécuter une tâche avec soins… »*

Pour réussir, les établissements travailleront l'orientation, l'information de la découverte des métiers. Finis les projets professionnels restreints aux métiers présentés dans l'établissement. Des passerelles doivent se créer entre IME proposant des métiers différents ou avec l'extérieur. *« Il faut ouvrir les portes. Il faut faire entrer des professionnels dans l'établissement pour parler d'autres métiers ou permettre aux jeunes d'aller en stage de découverte ou en intégration dans des établissements partenaires. »*

En 2020, la dynamique s'enclenchera dans des établissements pilotes avant de s'étendre. La cuisine et les espaces verts, les deux métiers les plus représentés à l'Adapei, seront les premiers concernés.

BOURG Habitat

HABITAT

UNE VASTE OPÉRATION PARTENARIALE

- 3 maîtres d'ouvrage (Bourg Habitat, Ville de Bourg-en-Bresse, CA3B).
- Des partenaires co-financeurs : ANRU, Région, Département, Caisse des dépôts, Action Logement.
- Réhabilitation de 705 logements
- Démolition de 92 logements
- Diversification de l'habitat
- Nouvelle voirie, création de pistes cyclables, aménagements paysagers
- Installation de l'École des Techniques et des Arts du Cirque (ETAC 01)
- Relocalisation du pôle d'animation sociale et des Restos du Cœur
- Installation d'un pôle d'activités tertiaires

Bourg Habitat
16 avenue Maginot
01000 Bourg-en-Bresse
Tél. 04 74 21 20 20
www.bourg-habitat.com

“ Une démarche commune partagée

RÉNOVATION URBAINE DU PONT DES CHÈVRES

Un quartier qui bouge et s'ouvre

Seconde opération soutenue par l'ANRU sur Bourg-en-Bresse après la Reyssouze, le projet lancé dès 2017 sur le Pont des Chèvres est à l'œuvre sur le terrain.

PAR **ANNICK PUVILLAND**

Réouvert fin novembre 2019, le nouveau visage du boulevard Édouard Herriot, à l'entrée du Pont des Chèvres à Bourg-en-Bresse, avec ses voies sécurisées et ses trottoirs flambant neufs, donne un nouveau souffle au quartier. De part et d'autre, c'est tout l'ensemble du quartier qui va faire peau neuve. Le projet de renouvellement urbain de la Grande Reyssouze - Pont des Chèvres inscrit à l'ANRU 2* allie un habitat renouvelé, dédensifié et diversifié, une voirie entièrement repensée, ouvrant le quartier, facilitant la connexion avec le centre-ville et les déplacements doux, et une dynamique d'animation avec l'installation d'équipements associatifs et publics. L'opération est au long cours : compter environ une dizaine d'années. Elle est 100 % partenariale, avec trois maîtres d'ouvrage : Bourg Habitat, la Ville et la Communauté d'agglomération (CA3B, porteur du projet) et une forte volonté d'associer l'ensemble des acteurs du quartier (centre socioculturel, école, centre de loisirs, conseil citoyen, associations...) et sa population. *« Le projet se construit avec tous les partenaires et les habitants, dans une démarche commune partagée, autour des mêmes objectifs, en bonne intelligence »* souligne **Séverine Chauchefoin**, directrice de la clientèle et de la proximité à Bourg Habitat.

UN HABITAT SOCIAL RÉHABILITÉ

En amont de la signature de la convention de partenariat, Bourg Habitat a mené deux premières opérations de démolition et de réhabilitation, rue Santos Dumont et allée de Challes.

Côté Pont des Chèvres, le périmètre s'étend de la rue du même nom, face à l'Université, jusqu'au secteur Louis Parant, via les secteurs Dupont Loiseau et Briand Poincaré.

72 logements seront démolis au Pont des Chèvres, pour la plupart vacants. *« Nous avions anticipé : en cas de départ des locataires, ils n'étaient pas reloués. Sur les 72, seuls 17 font l'objet d'un relogement. »* Sur le secteur, tous les autres logements, soit 630, seront réhabilités.

De nouvelles voies de circulation, pistes cyclables et chemins piétons, aéreront et désenclaveront le quartier. Des plantations égaieront les berges de la Reyssouze. Ouvrir et dynamiser le quartier passe aussi par la création d'un pôle d'animation, avec l'installation de l'École des Techniques et des Arts du Cirque, la relocalisation du centre socioculturel et la construction d'un pôle tertiaire.

* Agence nationale pour la rénovation urbaine. Le projet Grande Reyssouze - Pont des Chèvres est inscrit au NPNRU (Nouveau programme national de renouvellement urbain) 2014-2024. Le protocole de préfiguration a été signé en mars 2017.

À la rencontre des habitants, devant l'école.

Séverine Chauchefoin, *Bourg Habitat*
« Tous les immeubles seront résidentialisés, avec des entrées revalorisées, des seuils végétalisés. Les espaces publics seront réaménagés, les dessertes améliorées. »

Le premier « Rendez-vous du Pont des Chèvres », en octobre, a connu une belle affluence.

Les habitants sont régulièrement informés de l'avancée du projet, via courrier, mail, cafés-rencontres et temps forts d'animation.

Christophe Perdrix, *CA3B*
« Le travail sur la composition urbaine, l'habitat, les équipements et espaces publics : tout converge vers l'ouverture du quartier. Apporter une mixité sociale, c'est apporter une identité de quartier "ordinaire". »

Mathilde Gourbeix, *Ville de Bourg*
« Certains habitants suivent régulièrement le projet, ils peuvent être un relais auprès des autres habitants. »

Alain Michel, *Conseil citoyen*
« Les habitants sont contents du projet qui va désenclaver le quartier, changer le ressenti des autres Burgiens, son image un peu "racaille". Au début ils ne croyaient pas trop que l'École du cirque allait s'installer, ils pensaient que ce n'était pas pour eux, ils la voient sous un autre angle maintenant. »

UN PROJET CO-CONSTRUIT AVEC LES HABITANTS

Un quartier avec une nouvelle identité

Rencontres et temps forts d'animation rythment l'avancée du projet.

Rencontres en pied d'immeubles, ateliers participatifs, cafés-goûters devant l'école, festifs « Rendez-vous du Pont des Chèvres », lettres et flyers d'information en boîtes aux lettres et boîtes mail... Bourg Habitat, la Ville et CA3B multiplient les outils d'information et de mobilisation des habitants. *« Suite au diagnostic réalisé en 2017 à partir des rencontres, du questionnaire (en ligne et papier) et du travail du bureau d'études, des ateliers ont été organisés. De nouveaux seront organisés au moment opportun, pour des éléments d'aménagements qui ne sont pas encore complètement définis, par exemple pour les piétons ou sur les aires de jeux »* indique **Mathilde Gourbeix**, responsable du service démocratie locale à la Ville de Bourg. *« A chaque réunion avec les habitants, ce sont des échanges fructueux. Ils apportent leur expertise et leur vision du quartier »* confirme **Christophe Perdrix**, chef de projet rénovation urbaine à CA3B.

DES TEMPS FORTS LUDIQUES ET CONVIVIAUX

Lancés à l'automne, des temps forts, ludiques et conviviaux, allient animations et information. Mercredi 23 octobre, nombreux étaient les habitants de tous âges pour le premier de ces « Rendez-vous du Pont des Chèvres ». Sur l'aire Aristide Briand, petits et grands s'en sont donné à cœur joie avec les jeux géants de l'Armoire à jeux, les initiations au cirque avec l'ETAC et le Théâtre de Bourg, le goûter préparé par le centre socioculturel, le spectacle de parkour de Saïd Mouhssine... Les jeunes de l'ADSEA avaient réalisé une fresque avec un graffeur. Le conseil citoyen a dévoilé une exposition de photos d'hier et d'aujourd'hui, premier extrait du travail mené avec les habitants sur la mémoire et l'identité du quartier. Côté demain, la maquette du projet invitait à en savoir plus.

Deuxième Rendez-vous le 15 janvier, pour une grande déambulation surprise de l'École du cirque. D'autres temps forts suivront. À noter d'ores et déjà, en mai, un grand rendez-vous dans le cadre du festival Br'Ain de cirque.

Christian Curty, *ETAC 01*,
« Depuis 25 ans, l'ETAC mène des actions dans les quartiers de la ville. Le Pont des Chèvres ne nous est pas étranger. Le projet est né d'une conjonction d'intérêts communs : notre rêve d'installer un lieu dédié aux arts du cirque, pour regrouper nos actions, et la volonté de la Ville de construire des équipements culturels dans le quartier. »

La démolition de 72 logements, la réhabilitation de 178 autres, la création de nouvelles voies et chemins, l'installation de l'École du cirque, les aménagements paysagers, vont donner un nouveau visage aux secteurs Dupont Loiseau et rue du Pont des Chèvres.

QUI ?

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

ENFANCE ET PARENTALITÉ

ENFANCE

LES TISF de l'ADMR

- Depuis juin 2017, **les 22 TISF** (Techniciennes d'intervention sociale et familiale) sont salariées d'une seule et même association. Elle emploie également un responsable et une assistante technique.
- Elles interviennent dans près de **300 familles** pour un volume de **18 000 h/an.**
- Ces interventions s'opèrent surtout **en milieu urbain,** pour un tiers dans le bassin de Bourg et un quart dans le Val de Saône.
- Le Département, au titre de la protection de l'enfance, et la CAF sont **les principaux prescripteurs.**

801, rue de la Source
à Viriat 04 74 23 03 50
Tisfadmr-ain@fede01.admr.org

La bonne longueur d'ondes des TISF

Pas besoin de tourner le bouton pour capter les TISF de l'ADMR depuis qu'elles émettent en direct avec une seule antenne pour couvrir le département. Un changement reçu 5/5.

PAR **ALAIN GILBERT**

Autour de la table, une équipe : **Gérard Toinard**, président depuis la création de l'association en janvier 2017 ; **Véronique Forissier**, cheffe de service Petite-Enfance et Parentalité à la fédération ; **Thomas Raynaud**, responsable du service TISF. Ensemble, ils dressent le bilan de ce qui a été une bonne décision.

UN VIVIER

Avec leur Toyota Yaris blanche, les TISF font partie du paysage : on les reconnaît ! Un plus pour l'identité du service, un mieux pour l'équipe : un seul employeur, les mêmes valeurs et une nouvelle dynamique. Les 23 TISF apprécient. Mûrement réfléchie, cette mutation a structuré le service. *« C'est un vivier qui se renouvelle, mieux adapté, plus en phase avec les besoins des familles »* Véronique Forissier est d'accord : la séance repassage avec les gamins dans les jupes des années soixante, n'a plus rien à voir avec les exigences de la protection de l'enfance d'aujourd'hui où l'on réfléchit au projet personnalisé. On insiste donc beaucoup sur la formation au siège ou ailleurs, sur les réunions dédiées aux bonnes pratiques professionnelles labellisées AFNOR et l'organisation qui en découle. Gérard Toinard parle même d'apport culturel : l'association s'appuie sur le GEIQ Adi de Savoie pour le recrutement et les parcours de formation du sang neuf ; des TISF participent à des actions collectives, comme le goûter solidaire qui réunissait à Noël, à Saint-Denis-lès-Bourg, des familles isolées. Un vrai esprit d'ouverture.

LES BIENFAITS DU GAF

Et puis il y a le GAAF01 (groupement d'aide aux familles) qui rapproche de deux autres associations qui ne sont plus concurrentes mais collègues, l'AMFD01 et l'AFP01. Elles aussi ont des TISF qui interviennent sur différents secteurs. Vivement encouragé par le Conseil départemental et la Caf de l'Ain, ce regroupement a permis une répartition des rôles (et des financements). L'AMFD gère la boîte mail où arrivent les demandes des prescripteurs, l'AFP gère le budget ; l'ADMR accueille le siège et répartit les enveloppes. Les deux domaines d'intervention sont mieux identifiés : l'aide aux familles financée par la CAF, la protection de l'enfance à la demande du Conseil départemental.

Véronique Forissier, cheffe de service Petite-Enfance et Parentalité à la fédération

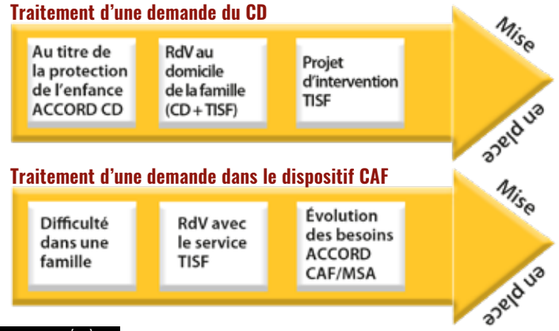
« Avec une moyenne d'âge de 51 ans et très peu de turn-over, l'association est obligée de renouveler son vivier. Mais le recrutement reste compliqué. On ne trouve pas comme ça une personne diplômée : il faut s'y prendre à l'avance », explique **Thomas Raynaud**, responsable du service.

Thomas Raynaud responsable de service : « Les TISF, doivent être davantage reconnues sur l'échiquier des travailleurs sociaux ».

THOMAS RAYNAUD

Indispensable **interface**

Depuis pile un an, Thomas Raynaud assure le poste de responsable de service. C'est lui qui transforme les demandes en réponses. L'ancien éduc-spé est ravi d'avoir changé d'horizon : il sillonne l'Ain (sauf le Haut-Bugey et le pays de Gex), mène à domicile les entretiens d'évaluation, prévoit en équipe qui interviendra. *« Cet après-midi, en réunion, je vais amener des situations. En fonction des compétences, du lieu, de la disponibilité, des affinités (les TISF interviennent en binôme), nous déciderons. Nous échangeons. Une naissance ne demande pas de longue observation ; une mesure de protection, si. »* Thomas doit maîtriser une activité en dents de scie, géographiquement inégale avec des créneaux horaires embouteillés, des situations parfois tendues. Une fois par mois, une séance d'analyse de la pratique réunit tout le monde. *« Les TISF sont dynamiques, créatives, mais aussi seules dans les interventions complexes. »*



Après 18 mois de formation au sein de l'ADMR, **Laura Béjà** est en passe de devenir TISF.

LAURA BÉJÀ

Heu-**reuse**

Cas de conscience : faut-il accepter que la maman de 17 ans que vous aidez vous tutoie, vous qui en avez 24 et qui êtes aussi une jeune mère ? Laura est une vraie pro qui sait qu'elle doit garder de la distance. Son cursus s'est terminé fin 2019 : lieu de formation : l'ADEA à Bourg ; lieu de stage : l'association TISF ADMR ; employeur : le GEIQ. *« Pas facile de jongler entre les trois. J'ai beaucoup appris. Les formations ont été une remise en cause sur tout. On touche à tout : la psychologie, la déontologie, la santé… »*
Laura n'est pas là par hasard. Elle est issue de la première promotion Bac Pro Services accompagnement à la personne ouverte en 2014 au lycée Saint-Joseph. Elle avait la vocation : une mère auxiliaire de vie dans le Pays de Gex ; une tante TISF. À 19 ans, on accepte d'être aide à domicile, dans le privé ou en association (« C'est mieux ! »), en établissement ou chez les particuliers. À 24 ans, on choisit d'évoluer. Le jour où elle a placé sa petite chez la nourrice pour partir en formation, elle a compris la différence, compris que, sans famille, certains puissent avoir besoin d'une aide dans la famille.
Laura peaufine son expérience de terrain avec bonheur et sagesse. *« En famille, je me retrouve seule. »* La jeune maman de 17 ans doit se dire que quand Laura est là, elle est deux et ce qui l'autorise à dire nous.

3 QUESTIONS À

Gérard Toinard

PRÉSIDENT DE TISF ADMR AIN

Se structurer en association fut une bonne décision ?

Le bilan est très positif. Nos TISF ne sont plus disséminés dans les associations ou les bureaux locaux, mais réunies en une seule entité qui ne gère que cette compétence bien particulière qu'est la protection de l'enfance. Leur métier est mieux reconnu. Nous avons une vue d'ensemble et non plus parcellaire des besoins d'interventions sur tous les territoires de l'Ain. Nous nous sommes organisés en conséquence. L'association n'est pas en marge, elle reste intégrée au réseau ADMR.

Autre bénéfice : la professionnalisation

Ce métier, encadré par un diplôme, exige une formation permanente, un perfectionnement, une approche particulière pour prendre en compte, par exemple, les enfants porteurs de handicap ou atteints d'autisme. Nous devons être en mesure de les évaluer. Il faut aussi savoir gérer les conflits avec les parents. L'accueil de stagiaires en alternance, le partenariat avec les écoles de formation ou les GEIQ facilitent le recrutement, d'autant que la rémunération n'est pas un obstacle à l'embauche.

Un seul mot d'ordre : agir vite ?

Les besoins en interventions sont en évolution constante et varient selon les territoires. Les contraintes ne sont pas les mêmes à Oyonnax ou sur la Côtière. Elles nous placent au cœur du travail social, puisqu'alertés et pressés de réagir, les prescripteurs dirigent vers nous les familles qui ont besoin d'être accompagnées. L'exigence de qualité du service rendu oblige à évaluer nos interventions. L'organisation en association départementale y contribue.

En pratique

— **C'est (hélas!) fini !**
L'exposition a eu lieu du 21 septembre au 20 décembre dans un bâtiment annexe du CPA et récemment rénové. Il en reste quand même quelques traces.

- Le **fameux plan CPA** (*Carte pour aventuriers* qui a été tiré à 1 000 exemplaires et qui a été diffusé en de nombreux points de la ville). Mais impossible de le trouver sur le site **www.geographioesubjective.org**
- Un **dépliant synthétique** sur l'histoire de la psychiatrie à Bourg qui reprend d'importance les précieuses recherches conduites par le Dr Robert Philippot pour l'ouvrage *Bourg-en-Bresse, une épopée urbaine et humaine* (Cleyriane Éditions, 2018)
- Une version PDF **des panneaux** dont la frise chronologique qui fera date.

— **En livre**
Il existe aussi le livre publié en 1998 par M&G Éditions *Saint-Georges et Sainte-Madeleine, De l'asile à l'hôpital* dont l'auteur, Agnès Bureau, a coordonné l'exposition. Un livre qui mériterait désormais d'être actualisé, d'autant qu'il est depuis longtemps épuisé.

— **En équipe**
Initié par le CPA-Orsac, cette exposition et les événements qu'elle portait ont bénéficié du soutien du Département de l'Ain et de la ville de Bourg-en-Bresse et de la participation de nombreux contributeurs associatifs, culturels, universitaires. Un modèle de transversalité dans un établissement où le dispositif *Culture NoMad* a, par la qualité de ses programmations, depuis bien longtemps préparé le terrain.

Expo au CPA

Pour parcourir un autre monde

Des panneaux, des textes, mais aussi beaucoup d'images qui donnent un autre visage du CPA : l'exposition « Des espaces et des hommes » a été une réussite. Des espaces qui ne sont plus protégés mais ouverts. Un autre monde mais pas un monde à part.

ENQUÊTE ALAIN GILBERT

Les Grands Quartiers furent achevés en 1856 sur les plans de l'architecte Georges Dupasquier. Ils correspondent en de nombreux points aux principes qui s'imposent au XIXe siècle, chaque quartier donnant sur une cour

L'asile Sainte Madeleine est entièrement clos et isolé de la ville. Tout l'espace disponible est mis à profit en potager et verger. Seuls quelques espaces sont préservés en parc d'agrément (en particulier autour du château Sainte-Marie). Jusqu'au début du XXe siècle, les aliénées sont emmenées chaque matin en charrette travailler aux champs. (Archives CPA) fermée, plantée d'arbres.

Il y avait l'exposition aux panneaux bien agencés et ordonnés par thèmes (l'espace des patients, fermeture/ouverture, les lieux de soins,) : c'était le versant CPA institutionnel. Et puis il y avait une grande carte dépliable qui part dans tous les sens, présentée comme une carte Michelin, vagabonde comme la Carte du Tendre, ouvrant sur un monde grouillant de vie, de notations pleines d'humour et d'émotion. Un trousseau de clés énorme, une cafèt hypertrophiée, des bâtiments administratifs ratatinés, un étang plein de poissons… Ce CPA-là (Carte pour aventuriers), c'est le plan subversif dessiné lors d'ateliers avec la complicité de deux artistes, spécialistes de ces mises à plat déjantées, et de patients, de soignants, d'anciens. Une lecture graphique et typographique d'un autre univers que se construit chaque usager des lieux. Tout autour de cette bulle blanche et de sa pupille verte dilatée (les bois), on a placé malicieusement des paires d'yeux, symboles de la curiosité dont l'asile, même devenu hôpital, a toujours été l'objet. Sauf que cette fois, avec cette exposition, le regard pénétrait à l'intérieur du centre psychothérapique pour une introspection qui a su multiplier les visions, avec une rétrospective historique riche, cette carte déroutante, des événements comme la projection de films dédiés à la folie ou d'images sur la façade du château Saint-Claude.

Paradoxe : pour beaucoup de patients, l'espace CPA reste un monde clos, même si les murs sont tombés et la clôture réduite à sa plus simple expression, un fœtus plein de vie relié à l'extérieur par le cordon ombilical de la *Route de la routine* qui branche l'hôpital psychiatrique à la rocade, à la ville, au monde. ■

Deux vitrines présentaient des ustensiles plus ou moins inquiétants de soins comme cette mallette destinée aux électrochocs.

Un couloir de l'unité les Sycomores destinée aux patients dits « dangereux » (fermée en 2010). (© H.Hugues)

Une camisole de force, symbole de la contension, au-delà symbole du traitement asilaire

L'infirmerie de Sainte-Madeleine, année 1960. Archives CPA.

Après le diagnostic, les remèdes !

Afin de renforcer l'offre de soins sur son territoire, le Département s'engage dans un plan d'action ambitieux pour attirer les professionnels de santé et faciliter leur parcours d'installation.

PAR **ANNICK PUVILLAND**

Inférieure à la moyenne nationale et en baisse constante depuis dix ans, la densité de médecins généralistes de l'Ain (6,9 pour 10 000 habitants) ne suffit pas à répondre aux besoins de la population croissante. Face à cette problématique, le Département a engagé diverses actions depuis déjà dix ans : aide financière aux étudiants en médecine en stage dans l'Ain, sensibilisation des médecins à devenir maître de stage, soutien aux collectivités pour la réalisation d'études de faisabilité de l'organisation de soins, intervention sur des territoires en grande difficulté… *« Attirer les médecins dans l'Ain porte ses fruits à long terme : les professionnels récemment installés y ont souvent fait des stages auparavant »* souligne le Dr Catherine Hamel, directrice Enfance Famille au Département.

Déclarée chantier prioritaire aux États généraux des territoires de l'Ain, en 2018, la démographie médicale fait aujourd'hui l'objet d'un plan ambitieux qui a remporté l'adhésion des professionnels et des élus lors de sa présentation.

UN ENJEU ESSENTIEL

Le 16 décembre, devant l'Assemblée départementale, le président Jean Deguerry dévoilait son plan d'action : *« La démographie médicale est un enjeu essentiel pour notre territoire. J'ai initié ce chantier avec l'ambition de mettre en place un plan qui prenne en compte l'essentiel des facteurs qui jouent dans l'installation d'un médecin. »* Issues d'un travail mené au sein d'un groupe de travail réunissant l'Ordre des médecins, l'ARS, la CPAM, la fédération des maisons de santé, des médecins libéraux, des mutuelles, les centres hospitaliers, des élus… quinze actions ont été inscrites dans ce document stratégique. Avec l'ambition d'agir à court, moyen et long terme.

« L'hôpital Fleyriat a bonne réputation auprès des internes de médecine générale » souligne le Dr Catherine Hamel, directrice Enfance Famille au Département.

Les premières mesures verront le jour dès le 1er semestre 2020 avec la création d'un centre de santé départemental et l'expérimentation du salariat, avec des médecins généralistes qui travailleraient en mixité avec des praticiens libéraux. Un accueil unique facilitant les démarches d'installation des professionnels devrait se concrétiser rapidement, ainsi que des services d'accompagnement, professionnel et personnel, la possibilité de recourir aux médecins adjoints ou à la téléconsultation, etc. Dans les prochains mois, avec ses partenaires, le Département travaillera également à la création d'un espace ressources pour tous les professionnels de santé de l'Ain, multi-sites, et au renforcement des vocations des jeunes Aindinois pour les métiers de la santé, par la création de cursus spécifiques. ■

QUIZ

AIN 01 le Département

SOUVENIRS

Les médecins généralistes dans l'Ain*

- 433 généralistes, dont 21,7 % de moins de 40 ans, 29,1 % de 60 ans et plus.
- 39,8 % de femmes.
- 6,9 généralistes pour 10 000 habitants (8,9 % en France)
- 30 maisons de santé labellisées MSP au 31/12/19, qui placent l'Ain au 1er rang en Auvergne-Rhône-Alpes et 2e rang en France.

* Chiffres 2018. Source : CartoSanté.

Des actions depuis 2007

- 462 aides financières aux étudiants en médecine effectuant leur stage dans l'Ain.
- Des aides financières aux élèves orthophonistes en stage dans l'Ain.
- 400 €/mois pour les internes en stage entre 50 et 100 km de Lyon, 600 €/mois pour un stage à plus de 100 km de Lyon.
- 17 collectivités ayant bénéficié d'une aide pour réaliser une étude de démographie médicale sur leur territoire.

Contact :
Tél. 04 69 19 10 34
www.ain.fr

© Florence Daudé

Bel exemple de cooopération entre les professionnels de santé, la communauté de communes et le Département (et la Semcoda), la maison de santé du Saint-Martin-du-Frêne, ouverte en 2014.

Bienvenue aux maisons de santé pluridisciplinaires

Regroupant des professionnels du médical et paramédical, les maisons de santé offrent des conditions d'exercice appréciées. Une trentaine existent dans l'Ain.

« Attirer les médecins passe par développer les terrains de stage, hospitaliers ou non, de bonne qualité » souligne **Barbara Cornet**.

Le temps n'est plus où le médecin exerçait en solitaire sans compter ses heures. *« Aujourd'hui, les médecins veulent travailler dans des structures regroupées, avec d'autres professionnels de santé »* indique le Dr Catherine Hamel, directrice Enfance Famille au Département. Les maisons de santé pluridisciplinaires (MSP) facilitent les échanges pour une prise en charge et un suivi coordonnés des patients, la libération de temps médical par la délégation de tâches, la mutualisation des frais (locaux, secrétariat…).

Médecin diplômé en 2016, Barbara Cornet exerce aujourd'hui à la MSP de Saint-Étienne-du-Bois, qui réunit médecins, cabinet infirmier, infirmières Asalée, kinésithérapeute, orthophoniste, psychologue, diététicienne, et tout près, orthoptiste et pharmacie. *« Interne, j'ai fait la moitié de mes stages dans l'Ain, à l'hôpital et chez des généralistes. Ensuite, j'ai fait des remplacements, pour voir ce qui me plaisait plus »* explique la jeune femme. *« Quand on est interne, on a l'habitude de travailler en équipe. La maison de santé apporte ce côté pluridisciplinaire, bénéfique pour tous : les patients et les professionnels. C'est un "plus" côté humain aussi, avec beaucoup d'échanges entre nous, formels et informels. »*

Décider de s'installer n'est pas facile, reconnaît-elle. *« Une chose était sûre : je ne voulais pas m'installer seule. »* Elle a franchi le pas en 2018, en rejoignant les deux médecins déjà présents, qui cherchaient un troisième. Sans aucun regret : *« S'installer apporte un autre épanouissement professionnel ! »* Nul doute qu'elle transmet le message aux stagiaires qu'elle et ses confrères accueillent. Maman de deux jeunes enfants, elle concilie vie familiale et professionnelle : *« J'ai choisi de ne pas travailler le mercredi et un vendredi sur deux. »* ■

Coup de pouce aux internes et maîtres de stage

31 médecins de l'Ain ont participé au séminaire de formation de maîtres de stage universitaire organisé par le Département en 2018. Une action prochainement renouvelée.

En février 2020, le Département sera présent au Congrès national des internes.

3 QUESTIONS À

Caroline Rohrhurst

CHARGÉE DE MISSION DÉMOGRAPHIE MÉDICALE

Votre poste a été créé en septembre 2019. Quelle est votre mission ?

Accompagner les élus dans la prise de décisions et les choix stratégiques, étudier la faisabilité (juridique, pratique, économique…) des propositions émises par le groupe de travail départemental, repérer ce qui se fait dans l'Ain et ailleurs, pour mettre en place ou accompagner des actions pertinentes, en co-construction avec les acteurs de terrain et les collectivités. L'ARS et la CPAM sont des acteurs majeurs de la lutte contre la désertification médicale. Le Département mène des actions complémentaires.

Manque-t-il des médecins en ville comme en campagne ?

Oui. Les actions visent à assurer un maillage correct sur tout l'Ain, sans concurrence entre les territoires ! Les aides aux internes en stage permettent de les amener à découvrir le département mais aussi l'exercice de la médecine en milieu semi-rural et rural. Le fait qu'un médecin généraliste s'installe fait souvent venir d'autres professionnels de santé. D'autres actions consisteraient à promouvoir les métiers de la santé auprès des lycéens, via un cursus préparatoire, et faciliter l'accès aux études de santé, en proximité.

Qu'est-ce qui peut décider un médecin à s'installer dans l'Ain ?

Les jeunes médecins disent qu'ils ont besoin d'être accompagnés à l'installation par les collectivités, pas forcément en termes d'aides financières mais d'information, de services. La permanence d'accueil unique, la plateforme web peuvent être mises en place rapidement.

QUI ?

Udaf Ain
Unis pour les familles

PROTECTION

Le guichet unique d'information et de soutien aux aidants familiaux

- Service gratuit
- Accompagnement dans les démarches administratives
- Aide à l'accès aux droits
- Lien avec d'autres services
- Orientation vers des groupes de soutien, de parole, des formations.

06 95 97 01 19
isaf@udaf01.fr

Le point conseil budget

- Service gratuit et labellisé dans le cadre du plan pauvreté
- Soutien dès les premières difficultés financières
- Ouvert aux particuliers et aux entrepreneurs
- Implantation sur les cantons de Replonges, Attignat, Saint-Étienne-du-Bois et Bourg 1 et 2.

06 95 97 01 19
pcb@udaf01.fr

“ Une nouvelle ère pour l'action familiale

L'UDAF S'ENGAGE SUR UNE DYNAMIQUE D'EXPANSION

La Famille s'agrandit !

Nouveaux logo, slogan, collaborateurs et services : la rentrée 2019 est sous le signe d'une nouvelle dynamique à l'UDAF. Dans cet élan, l'institution familiale se développe pour répondre à de nouveaux besoins.

PAR **CHRISTOPHE MILAZZO**

Pour constater le dynamisme de l'UDAF, il suffit de se rendre au siège. En un an, l'institution familiale est passée de deux à six salariés. Ces embauches, diverses et complémentaires ont permis la conception de projets et la mise en œuvre de nouveaux services. On a même dû pousser les murs ! Tout a commencé avec **Sarah El Ouali**. En charge du développement associatif, elle s'occupe aussi des nouveaux projets et services dans le champ de l'action familiale. *« Je ne suis pas issue du social mais de l'entrepreneuriat »* explique-t-elle. Après un bilan de compétences, elle se réoriente pour valoriser sa fibre sociale et donner du sens aux projets qu'elle porte. *« Pour l'UDAF, sa vision entrepreneuriale est une chance de sortir du moule social et associatif pour trouver une nouvelle impulsion et bousculer les méthodes et les pratiques de la maison »* indique **Céline Charière**, animatrice de la politique familiale. Ce croisement de regards a été précieux pour redéfinir la stratégie du service en accord avec les besoins du territoire et en se positionnant sur les appels d'offres correspondants. *« Pour nous, il est prioritaire de faire évoluer l'image de l'UDAF, trop souvent cantonnée à la protection des majeurs »* explique Sarah El Ouali. *« En nous ouvrant à d'autres champs d'action en adéquation avec les attentes des familles, nous entendons restituer à l'action familiale sa place dans la vie associative locale. »*

UNE PALETTE DE SERVICES ÉTENDUE

Après avoir sondé les besoins, écouté les partenaires et proposé de nouvelles réponses, deux services ont vu le jour depuis l'été : le guichet unique d'information et de soutien aux aidants familiaux et le point conseil budget. Leur structuration s'est faite en lien avec **Coralie Bono**, conseillère en économie sociale et familiale de formation. Arrivée en juillet, elle est la référente des deux services et assure les suivis individuels pour le volet budgétaire et les aidants. L'été a servi à mettre en place les volets techniques et partenariaux pour un démarrage à la rentrée. *« Nous aspirons prochainement à proposer ces services au plus grand nombre de familles en ayant un rayonnement départemental »* prévoit Coralie Bono. ■

En suivi individuel, Coralie Bono dispense des conseils sur la gestion budgétaire à partir d'un diagnostic des ressources et des dépenses. Les interventions peuvent concerner le surendettement, le lien avec les créanciers, le micro-crédit, la gestion des dettes...

ZOOM

Un guichet pour aider les aidants

Pour ne plus être perdus dans la jungle des services, l'UDAF met en place un guichet unique destiné aux aidants.

© Anne-Isabelle Ginisti

Dans le réseau associatif de l'UDAF, la question des aidants est dans beaucoup d'esprits. C'est de ce constat qu'a émergé le guichet unique d'information et de soutien aux aidants familiaux. Ce lieu ressource apporte une aide générale aux aidants confrontés à la dépendance, au handicap, à la vieillesse ou la maladie. *« Pour l'instant, il y a deux types de cas : un aidant qui ne connaît rien et ne sait pas où aller et une personne qui voit beaucoup de choses et est perdue »* décrit Coralie Bono. *« Mais aucun suivi ne se ressemble. L'objectif est d'être un guichet unique avec une arborescence de tout ce qui existe pour orienter au mieux. »*

UN FONCTIONNEMENT SOUPLE

Plusieurs modalités d'accueil sont possibles : par téléphone, pendant les permanences au siège ou à domicile, sur rendez-vous. Le suivi peut aller d'une réponse ponctuelle à un accompagnement plus poussé, toujours sans engagement de durée pour un dispositif qui se veut adaptable avec un format chaleureux. Reste à sensibiliser le plus grand nombre à son existence. D'abord auprès des partenaires pour identifier toutes les réponses existantes sur le territoire. Ensuite auprès des aidants aux profils très divers pour que le service soit identifié comme guichet unique. ■

Un point conseil budget pour aider sur l'argent

Depuis octobre, le point conseil budget propose des accompagnements individuels aux personnes confrontées à des difficultés financières.

Les Points conseils budgets ont vocation à répondre à un besoin social, notamment pour les personnes en situation de rupture (familiale, veuvage, chômage, retraite) mais ils permettent aussi de repérer les personnes en difficultés, non connues des services sociaux, décrypte Coralie Bono. En cas de difficultés, il renforce l'efficacité de la procédure de surendettement par un accompagnement personnalisé.
Des permanences permettent l'accueil du grand public au siège de l'UDAF et, à terme, au plus près des lieux de vie grâce à des partenariats avec les collectivités, les MSAP (Maison de services au public) ou les lycées. Une attention particulière sera portée aux quartiers prioritaires Politique de la ville de la Croix Blanche et la Reyssouze.
Côté prévention, des sessions d'informations collectives à thèmes seront organisées autour des économies d'énergie, de la gestion d'un budget... L'objectif est de proposer des sessions larges, partenariales et non-stigmatisantes pour sensibiliser le plus grand nombre, dès le plus jeune âge, et réduire l'endettement. Des actions collectives seront mises en place dans des missions locales, des lycées, des centres sociaux. ■

En plus

Protéger les données, protéger les usagers

Depuis 2018, le RGPD (Règlement général sur la protection des données) vise à rattraper le retard de la pratique en matière de protection des données personnelles. Depuis mai, **Laurane Raimondo** travaille à une mise en conformité qui se révèle cruciale alors que la protection judiciaire des majeurs et l'institution familiale traitent des données sensibles, notamment sur la santé.
Même si les nouveaux services et leurs outils neufs ont un avantage, ce chantier permanent s'étalera sur trois ans. *« Le social est une zone grise sans jurisprudence. Il faut composer avec la législation et la réalité du terrain : les professionnels n'avaient pas l'habitude de travailler en ce sens »* explique-t-elle. À elle de travailler avec ces acteurs de la conformité pour, progressivement, faire évoluer les pratiques, arriver à plus de transparence et garantir l'exercice du droit des personnes.

Unis pour les familles

Les UDAF unies

L'adoption par l'UNAF en juin d'une nouvelle identité visuelle a permis à l'UDAF de revoir en profondeur sa stratégie de communication. Plus moderne, elle s'appuie sur le nouveau logo, la nouvelle charte graphique et le slogan « Unis pour les familles ». Ces repères sont déclinés sur tous les supports de présentation de l'UDAF, expliquant sa diversité et sa dynamique et faisant connaître les nouveaux services. Côté numérique, une page Facebook va être lancée pour toucher un nouveau public tandis que le site Internet sera revu en profondeur.

Initiatives

Pas de sexe sans consentement

Créer un outil de prévention facilement utilisable, reproductible et innovant : relayé par le CPEF d'Oyonnax-Nantua, le défi du concours du CIFAS 2019 (Congrès international francophone des agressions sexuelles) a séduit les élèves du lycée Arbez-Carme. À coller sur tout support, leurs créations en forme de stickers aux messages percutants ont été remarquées au congrès en juin, « avec un "prix informel" de la présidente du jury » indique Catherine Vernoux, directrice du CPEF, ainsi qu'aux Rencontres nationales de planification familiale en octobre. Nul doute qu'ils attirent aussi le grand public lors de diverses manifestations telles le festival Oh'Bugey. Leur diffusion est ouverte à tous.
Tél. 04 74 81 36 36
catherine.vernoux@ain.fr

Les 72 h de l'Arc-en-ciel

Du 4 au 6 décembre, à Trévoux, 10 jeunes de 11/15 ans de l'ITEP* L'Arc-en-ciel avec 6 éducateurs se sont relayés en parcourant au total 680 km, dans le cadre de la course organisée avec l'AFM Téléthon et le centre d'éducation motrice de Dommartin (69). Ils ont amené d'autres jeunes de l'ITEP à participer et accompagné ceux du CEM sur une boucle adaptée. Ce moment festif a permis à tout l'établissement de se mobiliser et aux jeunes en décrochage scolaire de faire un pas vers l'autre et se sentir valorisés. En janvier, ils remettront à l'AFM Téléthon, à Bourg-en-Bresse, les 1 400 € collectés.

* Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique

Plan Seniors 01

Des habitats innovants

Zoom sur les chantiers en cours pour offrir aux aînés des solutions d'hébergement et d'accompagnement adaptées.

À Saint-Rambert, les résidents de l'Ehpad Le Petit Chêne s'installeront dès mars 2020 dans leur nouvel établissement, reconstruit à proximité, sur le site de la Schappe.

10 projets de résidences Haissor en cours, 10 d'Ehpad, 7 de Marpa, un accueil de jour itinérant : à mi-parcours du Plan Seniors 01 voté par le Département en 2016 (avec un budget annuel de 10 M€), son axe 4, « Relever le défi des établissements pour demain », est bien avancé. À suivre entre autres :

- **à Valserhône**, la reconstruction de l'Ehpad de la Croix-Rouge offrira outre 67 lits dont 12 en unité Alzheimer, 13 places pour personnes handicapées vieillissantes, en partenariat avec l'Adapei, et 2 lits d'hébergement temporaire ;
- **à Corbonod**, celle, urgente, du Château de Gex est quasi finie, avec là aussi une unité Alzheimer et une pour personnes handicapées vieillissantes ;
- **à Belley**, en parallèle à la reconstruction du centre hospitalier, celle de son vétuste Ehpad offrira 185 lits, dont 28 d'unité de vie protégée, et un pôle d'activités et de soins adaptés (PASA) ;
- **à Saint-Rambert-en-Bugey**, le Petit Chêne (ex-Cornillon), reconstruit sur le site de la Schappe, comprendra 12 lits pour malades de Parkinson – une première dans l'Ain – ;
- **à Montréal-la-Cluse**, l'innovante Marpa La Maison câline offrira à ses 24 habitants, malades d'Alzheimer, un accompagnement adapté, avec un personnel polyvalent. Là aussi, une première dans l'Ain, avec un concept venu du Québec.

Je nous raconte

Après des livres, un jeu

Air de fête et goûter de Noël, à l'Ehpad des Ancolies à Péronnas, pour accueillir le plan Séniors 01, Muriel Luga Giraud en tête. Résidents, personnels, familles étaient invités à la présentation d'une nouvelle initiative, engagée par Cuivres en Dombes, et encouragée par le Département : la création d'un jeu comportant un plateau et des questions destinés à faire travailler la mémoire, au-delà à devenir dans les établissements un outil d'animation et de communication.
La vice-présidente en charge des Affaires sociales du Conseil département a manifesté beaucoup d'intérêt par cette nouvelle déclinaison de support, dans le cadre de *Il me souvient*. Ce projet original mené par Cuivres en Dombes avait permis la publication de cinq premiers livres illustrés et commentés, au printemps dernier. Cinq autres sont en cours de réalisation en 2020
Cette boîte de jeu a été offerte à chaque Ehpad de l'Ain. Elle a été réalisée par l'Esat Odynéo de Belley, très sollicité pour les travaux d'imprimerie.

CHANTIER D'INSERTION

La botte secrète

Le chantier d'insertion de la Cressonnière du Bugey mise sur la rationalisation de la production maraîchère, sur de nouveaux débouchés… et sur le cresson pour consolider son activité.

PAR AGNÈS BUREAU

INSERTION

La Cressonnière du Bugey c'est :
- 15 ETP de salariés en insertion
- 5 permanents
- 4,3 ha de culture maraîchère en bio
- 6 bassins de cresson de fontaine en bio
- une activité créée par Envol-Orsac en 2013

Cressonnière du Bugey
Rue des Carronnières
01500 Saint-Maurice-de-Rémens
tél. 04 74 34 85 74
cressonniere@orsac-cressonniere.fr

Même sous un blanc soleil d'hiver, le site de la Cressonnière est toujours aussi séduisant, avec ses champs bordés de haies vives, ses brotteaux et les eaux claires du Pollon. L'année 2019 a été mise à profit pour porter les surfaces cultivées à près de 4,3 ha, en plein champ ou sous serres. Le plan de culture a été simplifié : de soixante variétés il y a 4 ans il est passé progressivement à vingt-cinq aujourd'hui. Un choix plus rationnel sur le plan technique et logistique.
Pour tous les jardins d'insertion, l'équilibre économique est en effet délicat. L'État, le Département et la Région apportent des financements pour l'encadrement technique et l'accompagnement vers l'emploi des salariés en insertion. Le budget doit être bouclé avec les recettes de l'activité (jusqu'à 30 %). *« Nous avons arrêté la vente directe en paniers,* explique Julien Huré, coordinateur de la Cressonnière. *Nos clients sont aujourd'hui des magasins bio ou rayons bio de grandes surfaces, ou des marchés de semi-gros ou gros. On gagne aussi des débouchés en restauration collective. »* Cantines ou selfs d'entreprises sont les clients parfaits : réguliers, prévisibles, livrables en cagettes. À ceci près tout de même qu'il faut être extrêmement structuré et accepter que certains légumes ne fassent pas la maille (trop petits, trop gros, trop moches…). La Cressonnière du Bugey livre déjà ses légumes bio dans le pays de Gex ou à Villeurbanne.

CRESSON BIO

Pour assurer son avenir, l'atelier chantier d'insertion mise aussi sur sa botte secrète : le cresson. Les longs bassins moussus étaient déjà en place quand l'Orsac a acquis les parcelles il y a huit ans. Une étude technique et commerciale va permettre de confirmer l'intérêt de cette production complémentaire. La récolte des petites feuilles vert tendre se fait en hiver, d'octobre à mars-avril. À la cisaille, les pieds dans l'eau claire des bassins. Cette culture, qui demande donc beaucoup de main-d'œuvre, est testée sur six bassins. Verdict au printemps.

> Une quinzaine de salariés en insertion sont accompagnés vers l'emploi.

Goûté en état de fraîcheur maximum, au bord du bassin, le cresson a une saveur délicate et légèrement poivrée. Il a besoin d'eau vive, fournie par le ru du Pollon.

UNE CINQUIÈME MARQUE POUR LA SEM

PRAILIA, l'aménageur durable

Prailia Aménagement est à la croisée des nombreuses compétences de la SEMCODA, au service des collectivités pour l'aménagement durable du territoire. Rencontre avec Nathalie Saez, sa responsable.

PAR **ALAIN GILBERT ET ANNICK PUVILLAND**

Pourquoi créer ce nouveau service ?
L'aménagement du territoire a toujours été une activité de la SEMCODA. La marque Prailia Aménagement a été lancée officiellement en octobre, au Salon des maires à Bourg-en-Bresse, mais le service a été mis en place dès janvier 2019. Ce n'est pas vraiment une nouveauté mais la restructuration d'une compétence. La SEMCODA est à la fois aménageur, constructeur, gestionnaire. C'est unique ! Prailia aménage en s'appuyant sur ces compétences en interne, ce qui permet de mieux les identifier en externe. Avant, les opérations d'aménagement étaient menées par tous les services (foncier, construction, Apricot, Novade qui était une filiale jusqu'en juin…). Prailia les regroupe. Aujourd'hui, nous pouvons proposer 150 lots libres à la construction, plus de 25 ha de tertiaire.

Quelles sont les missions de Prailia ?
Être au service des collectivités pour un aménagement durable du territoire allant dans le sens d'une dynamisation, que ce soit pour des projets de petite taille avec des lotissements, ou plus grands avec une ZAC, des commerces, des équipements publics. Celle de Polliat est un bon exemple de mixité. Un projet peut mixer des logements, de l'activité tertiaire, la création d'équipements publics… La SEMCODA a toutes les ressources en interne pour apporter une réponse complète aux collectivités, avec une vision du projet dans toutes ses dimensions à long terme, et de sa réalité financière. Aujourd'hui, une ZAC, c'est une gestion des risques sur du long terme. Ce que ne peut pas faire un lotisseur pur qui va chercher la rentabilité du projet à court terme.

Qu'est-ce qui change finalement pour les collectivités avec Prailia ?
Elles ont un seul interlocuteur ce qui facilite les relations humaines et l'avancée du projet dans toutes ses dimensions. Prailia, c'est une équipe de huit personnes : quatre chargés d'opération, une chargée de stratégie commerciale, deux assistantes et une responsable.

Quel est le territoire d'intervention de Prailia ?
Essentiellement l'Ain et les zones tendues des départements limitrophes. Prailia signifie prairie en bressan. Une façon de s'ancrer dans le territoire ! ■

La Semcoda, c'est désormais 5 marques

- **Apricot Immobilier**
  Promotion immobilière (2002).
  Dir. Frédéric Breuil
- **Carré Pro**
  Gestion locative du parc tertiaire (2019). Dir. Carine Roy
- **Réséda**
  Gestion de résidences seniors et de résidences intergénérationnelles (2019) Dir. Michel Badoux
- **Ellipse**
  Syndic de copropriétés des logements Apricot ou achetés par les locataires (2019). Dir. Émeric Faure
- **Prailia**
  Aménagement durable du territoire (lotissements et ZAC).

Prailia Aménagement
50 rue du Pavillon 01009
BOURG EN BRESSE
Tél. 04 81 51 00 91
www.prailia.com

> Prailia signifie prairie en bressan.

RIVES DE L'AIN

Les entreprises passent au vert

Le logo, tout de vert vêtu, annonce la couleur : conçu comme une bulle de croissance, Écosphère Innovation respectera son environnement, à deux pas de la rivière d'Ain.

C'est un des secteurs porteur de développement : Pont-d'Ain s'affirme comme un centre de gravité économique et démographique. La communauté de communes Rives de l'Ain-Pays du Cerdon joue sa chance entre Bourg et Ambérieu, à la croisée des autoroutes. La Semcoda mise depuis plusieurs années sur ce territoire prometteur tant en matière d'entreprises que d'habitants. Il recoupait ses deux compétences : l'aménagement et le logement. Priorité a donc été donnée au lancement d'Écosphère Innovation, confiée à Prailia. La nouvelle marque de la SEMCODA s'est associée à un opérateur, très actif localement, Brunet Éco Aménagement, pour promouvoir cet espace de 28 hectares. Ils s'étendent sur Pont-d'Ain et Saint-Jean-le-Vieux. Avec ses arbres nombreux, ses murs de galets, ses chemins piétonniers, son ambiance verdure, Écosphère joue la carte de l'environnement et des déplacements doux. Le cahier des charges va plus loin avec un traitement des eaux très cadré et le recours à des énergies renouvelables. On a vraiment changé d'époque : les bornes de recharge électrique et la fibre optique font partie des arguments de vente. ■

Écospère Innovation n'accueillera que des entreprises nouvelles

POLLIAT

Un nouveau quartier

Nathalie Saez, responqsable de PRAILIA

Dans le cadre d'une concession d'aménagement, Polliat a confié à PRAILIA la réalisation du Pré Vulin, véritable extension du centre-village sur un espace de 15 hectares. Ce nouveau quartier accueille déjà un supermarché, des services de proximité, des logements collectifs individuels. La réalisation prend la forme d'une zone d'aménagement concerté (ZAC). Son principal objectif est d'accueillir des habitations, des commerces, des services et des activités, ici aussi « non nuisantes ».
L' aménagement sera fortement respectueux de l'environnement, avec un plan de composition offrant des liaisons adaptées et des espaces communs généreux. PRAILIA aménagera et vendra les parcelles. Des nouveaux îlots destinés aux commerces, aux logements individuels et aux logements groupés seront en vente dans les prochains mois.
Pour **Nathalie Saez**, *« c'est un nouveau quartier dont nous pouvons être fiers. Il constitue une réponse cohérente sur un vaste espace prouvant notre capacité à aménager des nouvelles parties de ville sur du long terme, de manière harmonieuse et respectueuse de l'environnement. »* ■

Éclairage

Bernard Perret, directeur de la Semcoda

« La rupture est derrière nous. »

Objectif tenu pour Bernard Perret avec le lancement en 2019 de quatre marques qui identifient mieux les compétences maison et qui montent en puissance. Le nouveau patron de la Sem est passé aussitôt à une autre étape : *« Nous avons travaillé à la mise en place d'un plan à moyen terme, c'est-à-dire à dix ans, afin de calibrer nos objectifs par rapport à la mobilisation de nos fonds propres. »* Il devrait être présenté aux collaborateurs fin janvier, juste avant les vœux. *« La rupture est derrière nous, pas forcément les difficultés. Mais maintenant, nous allons pouvoir nous inscrire dans la continuité et avoir de la visibilité en termes d'orientations. La SEMCODA a suffisamment d'arguments pour pouvoir assurer son avenir. »*
En matière de développement, la société a toujours le pied sur le frein. Bernard Perret annonce clairement que la production en logements devrait tourner autour de 900 par an, à peu de chose près ce qu'elle était en 2008. Le développement sera centré sur les neuf agences de proximité, sur des recherches de partenariat, sur une exigence d'équilibre financier. *« Il fallait tenir ce langage, surtout après le vote de la loi de finances de 2018 qui a entamé nos moyens. »*
La société a fêté ses 60 ans *« entre nous, en famille, dans la discrétion. Nous avions besoin de serrer les rangs »* avoue Bernard Perret qui se réjouit de la création de Prailia qui permet à la SEMCODA d'afficher de beaux projets à Pont-d'Ain ou Polliat, mais aussi dans le Pays de Gex, à Bonneville et ailleurs.

Initiatives

À la une de la MSA

Depuis décembre, l'accueil téléphonique de la MSA Ain-Rhône est ouvert matin et après-midi, du lundi au vendredi. Des téléconseillers sont à l'écoute de 8 h 30 (9 h 30 le jeudi) à 12 heures et de 13 heures à 16 h 30, au 04 74 45 99 00.

La MSA propose des soirées gratuites, ouvertes à tous : forum et ateliers santé « Aimer ça (votre santé) », pour s'initier aux gestes qui sauvent, en savoir plus sur la nutrition, le sommeil, le tabac, la santé au travail, le DMP, tester sa vue, et désopilant spectacle théâtre/chanson « Aimer ça (la vie) », clin d'œil aux principes de la solidarité mutualiste. Dernières dates dans l'Ain : 14 et 16 janvier.

Double nouvelle tête au CIDFF

Il y avait de l'émotion dans l'air le 17 octobre, dans le grand salon de la préfecture, pour le pot d'au-revoir des présidente et directrice du CIDFF de l'Ain. Élue en 2006, Bernadette Constans poursuit son engagement bénévole au sein du bureau. Annie Chocque lui succède à la présidence.
Christine Piotte, en poste depuis 2012, passe le relais à Delphine Bernard.
Dans le droit fil de l'action menée par l'association pour l'égalité hommes/femmes et contre les discriminations, la nouvelle présidente souhaite développer le service de médiation familiale et déployer les actions pour l'autonomie des femmes.

Culture et santé
Multi-artistiques projets

Dix structures de l'Ain se sont engagées en 2019 dans le dispositif régional de soutien Culture et santé. Accompagnés par des professionnels des deux secteurs, les projets sont multi-créatifs et participatifs : land art, urban art et livre-fresque à Romans-Ferrari, spectacle vivant à la Freta avec l'école d'Hotonnes, exposition historique au CPA, écriture de contes et lecture théâtralisée publique à la maison de retraite de Villars-les-Dombes, réalisations cinéma et livre-objet à l'Ehpad La Montagne à Châtillon-sur-Chalaronne, ateliers musiques actuelles et film d'animation à l'ITEP L'Arc-en-Ciel de Trévoux, contes en pédiatrie, jardin musical et sonore à l'Ehpad et mémoire de l'Hôtel-Dieu au CH Fleyriat…
Nouveaux venus dans le réseau, la délégation burgienne de l'APF a lancé une aventure collective musico-sono-vocale via tablettes et smartphones avec 30 polyhandicapés (final au Théâtre en juillet 2020), l'Ehpad burgien Le Bon Repos à Bourg mène une saison créative chant-illustration-photo avec le Centre culturel de rencontre d'Ambronay (double final public en septembre 2020), le Sessad Bellevue des PEP 01 à Dagneux devrait « En faire voir de toutes les couleurs » avec un court métrage réalisé par 8 jeunes (à voir en mars 2020, à la bibliothèque de Montluel.

L'APF a lancé un projet pluri-créatif inter-associatif.

Médico-social
Basiliade innove

Née à Paris en 1994, présente aussi à Lyon, l'association Basiliade a ouvert en 2016 à Bourg-en-Bresse des appartements de coordination thérapeutique (ACT) pour des personnes souffrant de maladies somatiques chroniques, en précarité. Financé par l'ARS, le service est passé de 11 à 14 places en décembre. L'accueil est de 6 mois renouvelables. L'équipe pluridisciplinaire assure une prise en charge globale : coordination et suivi des soins, logement (en partenariat avec Bourg Habitat et Dynacité), accès aux droits, orientation et aide à l'insertion. *« L'accueil, le lien humain, sont très importants : les anciens résidents reviennent boire le café le mardi matin, une solidarité se crée »*, souligne Laurence Foret, cheffe de service.
À l'automne, Basiliade a étendu son action avec l'ouverture des premiers lits halte soins santé (LSHH) dans l'Ain. Dans une maison réaménagée, le service de 6 places accueille sur prescription médicale des personnes atteintes de maladies somatiques aiguës, pour deux mois renouvelables, *« par exemple des SDF ayant besoin de soins de suite temporaires, sans hospitalisation »*. L'accueil de malades avec chiens est possible.
À terme, le service s'installera dans des locaux neufs, en projet rue du Peloux.

Une partie de l'équipe pluridisciplinaire de Basiliade.

Protection de l'enfance
Un secteur en ébullition

DOSSIER CHRISTOPHE MILAZZO
PHOTOS FLORENCE DAUDÉ

Le reportage photographique a été effectué aux Ricochets à Dagnieux. Nous les en remercions.

Pour la protection de l'enfance, 2019 aura été une année charnière. La diffusion en janvier du reportage « Enfants placés, les sacrifiés de la République » a fait l'effet d'une bombe. Il a accéléré la réflexion sur les faiblesses et les inégalités du système et poussé à la nomination d'un secrétaire d'État. En octobre émergeait une stratégie nationale 2020-2022.

L'objectif est de trouver l'équilibre entre l'intérêt supérieur de l'enfant et la place des parents, essentielle pour la réussite de l'accompagnement. La balance semble pencher vers les besoins fondamentaux des jeunes et leur soif de sécurité. Les institutions évoluent, se diversifient et conçoivent des réponses nouvelles, innovantes, hybrides. Aux foyers succèdent l'accompagnement personnalisé, la construction d'un parcours et des structures à taille humaine. Dorénavant, il faut agir au plus tôt. Prévenir et mieux guérir.

Dans l'Ain, le Conseil départemental est chef de file. Chaque chantier engagé suit un même objectif d'amélioration du parcours des jeunes, qu'il s'agisse de prévention, de construction de plateformes de services, de solutions sur mesure pour les cas difficiles, de lutte contre les sorties sèches. Les acteurs rencontrés témoignent de leur volonté de soutenir la démarche et transforment leurs pratiques. Seul regret, la Justice, acteur incontournable, n'est pas représentée dans ces pages. En dépit de nos demandes réitérées, impossible d'obtenir un rendez-vous.

Thierry Clément

« Il faut de la souplesse »

Témoin privilégié des évolutions de la protection de l'enfance, le directeur général adjoint chargé de la solidarité au Conseil départemental nous aide à ouvrir ce dossier. Approches d'hier, enjeux de demain : la démarche a toujours évité les ruptures.

Comment a évolué la protection de l'enfance ?
Historiquement, le placement était privilégié et la protection de l'enfance était très moraliste. Tout change dans les années 80 avec la priorité à la restauration du lien avec les parents : on passe à une conception très familiale. La prévention prend de l'importance. En cas de placement, l'accent est mis sur le maintien et le développement de ces liens.

Comment cela s'est-il traduit ?
En vingt ans, les placements ont été divisés par 3 ou 4. Des outils de prévention ont été déployés avec des aides financières. Les mesures éducatives à domicile en accord avec les parents se sont développées ainsi que les interventions de Techniciennes d'intervention sociale et familiale. La détection s'est améliorée.

Y-a-t-il une dégradation ces dernières années ?
En restaurant le lien parental, les placements et leur durée ont été réduits. Dans les années 2010, ils se sont rallongés face à des situations parentales dégradées avec des pathologies psychiatriques et de dépendance. Le droit de visite médicalisé est un indicateur. Autre fois réservé aux abus sexuels, il a explosé et concerne près d'un tiers des situations. L'unité médico-judiciaire, ouverte avec l'Avema pour les enfants victimes de maltraitance, avait prévu de recevoir une centaine d'enfants par an. Elle en accueille le triple. Il est très compliqué de faire la part entre l'amélioration de la détection et l'augmentation des situations. Sur trois informations préoccupantes, il y en a une que l'on ne connaissait pas auparavant.

Que faut-il faire ?
Il faut continuer à améliorer la détection. Nous travaillons également dans une démarche positive, là où la protection de l'enfance est souvent dans la notion de danger. Nous avons de vrais projets de soutien à la parentalité. Le schéma départemental se centre sur la diversification des solutions. L'internat en fera partie. Les Safren (Service d'accompagnement familial renforcé) se sont révélés très positifs. Les accueils de jour sont une réponse pour des parents fragiles. Il ne faut pas s'enfermer dans des solutions rigides mais avoir des plateformes de services utilisables au gré des projets individuels.

Quelles sont les priorités ?
Il faut de la souplesse car la situation et les priorités évoluent vite. Il y a aussi la question du placement des plus petits. Nous n'arrivons pas à recruter assez de familles d'accueil ce qui oblige à les accueillir en établissement. Nous ouvrions en 2020 des places dans notre maison de l'enfanceL'observatoire de la protection de l'enfance regroupant nos partenaires de la justice, de la police, du sanitaire nous permet de comprendre comment chacun voit ces évolutions. Il sera relancé en 2020.

> Un enfant maltraité est l'affaire de tous.

« Les structures se transforment et sont volontaires mais la ressource essentielle est humaine. Ce qui compte c'est d'avoir des éducateurs compétents. Un gros chantier s'ouvre sur la formation, le recrutement et la prévention. C'est un investissement rentable, pertinent et un beau challenge ! »

Les mesures de protection
Parcours adaptés

Des mesures administratives
Elles peuvent être sollicitées par les parents à l'amiable :
- Aides financières.
- Suivi médico-social assuré par une assistante sociale ou une puéricultrice de PMI.
- Accompagnement éducatif, social et familial, assuré à domicile par une Conseillère en économie sociale et familiale du Département.
- Accompagnement par une TISF.
- Action éducative préventive, dispensée après évaluation à domicile par un travailleur social spécialisé enfance du Département.
- Accueil provisoire en établissement ou en famille d'accueil.

Le volet judicaire
À réception d'un signalement, le procureur peut ouvrir une procédure pénale pour poursuivre l'auteur présumé. Il peut ordonner des investigations complémentaires ou s'appuyer sur l'audition de la victime par l'unité médico-judiciaire mineur.
S'il choisit une procédure civile, le procureur peut ordonner un placement d'urgence ou transférer le dossier au juge des enfants qui peut prononcer les mesures suivantes :
- Le placement au Conseil départemental en établissement, à domicile grâce aux Safren (Services d'accompagnement familial renforcé) ou en famille d'accueil.
- Le maintien à domicile, accompagné d'une mesure d'action éducative en milieu ouvert (AEMO).
- Une mesure judiciaire d'investigation éducative où un service spécialisé (géré par le Prado à Bourg ou la Protection judiciaire de la jeunesse à Oyonnax) recherche plus d'informations sur la situation pour décider de l'aide à apporter.

Les jeunes peuvent aussi bénéficier d'une mesure Safir (Service pour accompagner et favoriser l'insertion des jeunes) pour les guider dans leur projet éducatif, leur insertion sociale et professionnelle.

Les jeunes majeurs
L'accueil provisoire des jeunes majeurs (APJM) s'adresse aux jeunes ayant bénéficié d'une mesure en protection de l'enfance et qui souhaitent profiter d'un accompagnement éducatif et financier du Département après leur 18 ans. Il prend la forme d'un contrat, établi autour d'un projet pour l'autonomie.

Quinze ans de bouleversements

— La loi de 2007 :
une définition et des objectifs précis
Le rôle du Département est affirmé et les besoins fondamentaux, physiques, intellectuels et sociaux de l'enfant sont placés au cœur des préoccupations. La loi introduit l'information préoccupante et diversifie les modes d'intervention. Dans l'Ain, Safren et Safir voient le jour tandis que la prévention est renforcée.

— La loi de 2016 :
plus qu'un changement de nom
Rebaptisé « protection de l'enfant », le secteur insiste sur le besoin de garantir les besoins des jeunes et la stabilisation de leur parcours. Les outils d'évaluation, la formation des professionnels et la coordination entre les services sont renforcés. Initié en 2007, le projet pour l'enfant fixant objectifs et modalités d'accompagnement est renforcé.

— Les axes de 2019 :
une stratégie nationale en quatre axes
- Prévenir avec notamment à la généralisation des entretiens prénataux, des bilans de santé en maternelle et un soutien aux parents vulnérables.
- Sécuriser des parcours qui passe par l'innovation, la transparence, la coordination entre acteurs, la lutte contre les ruptures.
- Rendre les enfants acteurs en les impliquant dans les prises de décision et en simplifiant leur quotidien.
- Préparer la majorité en facilitant l'accès au logement, luttant contre les sorties sèches et en intégrant mieux les anciens mineurs non accompagnés.

La protection en chiffres

Mesures de protection de l'enfance

(chiffres INSEE au 31/12/2017)

Octobre 2018 ..... 2 308
Octobre 2019 ..... 2 330

• 1,3 % des jeunes Aindinois âgés de 0 à 20 ans ont été concernés par des mesures d'aide sociale à l'enfance. C'est moins que la moyenne nationale qui s'élève à 2 %.
• 62,4 % des mesures dans l'aide sociale à l'enfance concernent un placement dans l'Ain contre 51,6 % en France.
• 20,3% des mesures de placement sont administratives, taux proche de la moyenne nationale de 19,1 %.

Nombre d'enfants placés

Octobre 2018 .....1 260
Octobre 2019 .....1 319

En octobre 2019, 8,2 % des enfants placés avaient deux ans ou moins. Globalement, le nombre de placements des 0-3 ans augmente. Ils étaient 92 en 2012 et 145 en 2018. Pour cette tranche d'âge, il s'agit surtout de placements en famille d'accueil.

Le nombre de places dans l'Ain début 2019

• 406 places en collectif dans les maisons d'enfants à caractère social et la Maison de l'enfance du Département.
• 634 places chez 303 assistants familiaux
• 226 places dans des dispositifs dédiés pour les mineurs non accompagnés.

En 2018, le taux d'équipement en établissements d'aide sociale à l'enfance de l'Ain était de 2,7 places pour 1 000 jeunes de 0 à 20 ans. Un chiffre inférieur à la moyenne nationale de 4,5 places pour 1 000 jeunes.

Budget de la protection de l'enfance

Il s'élevait à 40 664 523 euros en 2018. À ce montant, il convient d'ajouter les 15 millions d'euros annuels correspondant à la rémunération des assistants familiaux et dépendant du budget de la direction des ressources humaines.

Au niveau national

En 2017, la France comptait 325 000 mesures de protection. Les départements consacrent 7,7 milliards d'euros à la politique de protection de l'enfance, soit 21 % de leurs dépenses d'aide sociale.

Parcours individuel, outils communs

L'Ain prépare le futur de la protection de l'enfance. Dans le sillage des lois de 2007 et 2016, le Département a engagé la transformation de la protection de l'enfance. Des évolutions qui s'accordent avec les récentes orientations nationales.

« *Nous pouvions craindre des choses très cadrées. Il est important de créer des référentiels mais en laissant la capacité d'innover aux conseils départementaux et aux partenaires* » résume **Catherine Hamel**, directrice enfance-famille à propos de la nouvelle stratégie nationale. De nombreuses priorités se rejoignent, notamment sur la prévention, axe fort du dernier schéma départemental.

La sécurisation des parcours

« *Nous rejoignons la stratégie sur la modulation de la prise en charge en fonction des besoins* » explique **Bérangère Novel**, responsable du service enfance-adoption. À moyen terme, l'ambition est de doter tous les territoires des mêmes modes d'accompagnement et de proposer des plateformes de services. Un travail est en cours avec les équipes de terrain et les acteurs associatifs pour bâtir ce maillage. Dans chaque territoire, l'enfant serait orienté selon ses besoins du moment. Si la plupart des couleurs de la palette existent déjà, le travail doit se poursuivre. « *Une fois que tous les territoires auront les mêmes outils, nous travaillerons avec les partenaires associatifs et les juges des enfants pour introduire une modularité selon les besoins de la famille. C'est un projet pour 2020, 2021, 2022* » prévoit Bérangère Novel. « *Aujourd'hui, passer d'un statut à l'autre impose une audience chez le juge.* »

Former pour fidéliser

Terre historique de familles d'accueil, l'Ain peine à répondre aux besoins actuels. De nombreuses assistants familiaux vivent en zone rurale, une bonne partie avance en âge et le métier est parfois vu comme difficile et solitaire. « *Nous travaillons sur leur plan de formation continue pour proposer des actions répondant à leurs besoins et attentes* » décrit Catherine Hamel. « *Rendre ce métier attractif fait partie de la stratégie de protection de l'enfance. Il faut le revaloriser et l'étayer.* »

La formation concernera aussi les équipes de terrain et les référents éducatifs. Dès juin, une juriste interviendra pour les outiller aux différentes procédures. Les éducateurs spécialisés devront aussi être mieux sensibilisés aux solutions existantes dans le droit commun pour une meilleure orientation des jeunes.

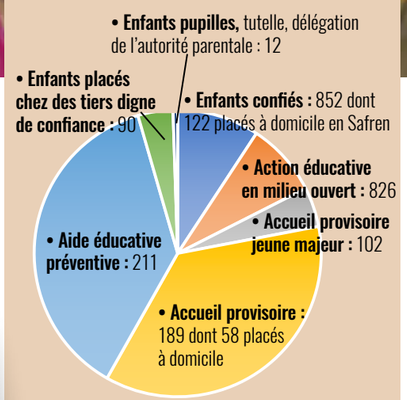
Les jeunes enfants, une priorité

Devant la croissance des placements de très jeunes enfants, une commission d'études pluridisciplinaire sur l'étude des besoins des moins de deux ans sera mise en place au deuxième semestre 2020. « *C'est un point de vigilance et d'inquiétude* » estime **Catherine Hamel**, relevant l'important d'agir rapidement auprès de ces jeunes et de trouver un mode de placement à long terme.

Relativiser le primat des liens parentaux

Depuis la loi de 2016, les liens du sang ne sont plus l'alpha et l'oméga en protection de l'enfance. La stratégie nationale de 2019 suit la même logique en œuvrant pour faciliter l'adoption des enfants dont le statut le permet. « *Aujourd'hui, la loi permet plus de choses mais l'Ain a été novateur en ce domaine* » explique Catherine Hamel. « *Depuis une dizaine d'années, une cinquantaine d'enfants ont été adoptés ou placés en famille à long terme.* »

Les différents types de mesures
(juin 2019)



Informations préoccupantes

	2018	2019 (30/11)
Nombre	972	898
Nombre d'enfants concernés	1 472	1 348

En 2018, le juge des enfants a été saisi pour 6,5 ‰ des mineurs dans l'Ain soit 43 % de moins que la moyenne française.

Boîte à idées et boîtes à outils

Les associations comme la Sauvegarde, l'ORSAC ou les PEP 01 sont des relais essentiels sur le terrain. La nouvelle donne législative, l'émergence des plateformes de service et les attentes des jeunes les poussent à s'adapter. Elles doivent diversifier leurs réponses et adopter de nouvelles approches éducatives.

La Sauvegarde
Les multiples facettes de l'AEMO

Chargée de l'action éducative à domicile dans l'Ain, la Sauvegarde a déployé de nombreux services complémentaires et souhaite s'inscrire dans la dynamique départementale.

« Le changement de pratique demande du temps. En AEMO, il faut s'autoriser à réinterroger les liens parents-enfants » estime **Sophie Maugenest**.

Pour la Sauvegarde, la diversité des outils est indispensable. Sur les 32 derniers mois, l'AEMO, activité historique créée en 1951, a crû de 11 %. *« Nous sommes déjà dans une logique de diversification »* affirme **Damien Hilaire**, directeur général adjoint activités de l'ADSEA. Un module de gestion des conflits parentaux, à l'origine de nombreuses AEMO, permet de les traiter grâce à un second éducateur formé, permettant au premier de s'occuper de l'enfant. Le diptyque essentiel d'accompagnement des enfants et des familles est préservé.

Sur le Haut-Bugey, Trampoline apporte un soutien à la parentalité à 40 enfants par an. Ces visites hebdomadaires permettent de redécouvrir les compétences des enfants par le jeu, la culture et le dialogue. Des actions collectives créent une synergie. *« C'est une intervention éducative renforcée, complémentaire à l'AEMO. Le regard des parents sur l'enfant change et inversement. Il est remis au cœur de la famille, les parents deviennent acteurs et des placements sont évités »* explique **Sophie Maugenest**, directrice des services protection de l'enfance.

Vers une approche renforcée en milieu ouvert

« Je crois aux modalités d'intervention renforcées au domicile pour sortir de la philosophie des placements ou accompagner des retours. Ce serait une plus-value aux côtés des Safren. » Des projets collectifs d'une année sont conduits avec les adolescents dont le suivi individuel est difficile. Ces activités, appelées à être renforcées, pourraient servir de base à une action renforcée.

« L'AEMO s'adapte, innove et crée pour coller aux besoins des magistrats, des jeunes et des parents » détaille Sophie Maugenest. *« Avec ces services, nés de constats de l'AEMO, nous avons une vraie synergie des compétences professionnelles. »*

Les Marmousets (ORSAC)
Un coup d'avance

En misant sur des établissements, une organisation et un accompagnement moderne, l'Orsac anticipe la nouvelle formule de la protection de l'enfance.

« Nous sommes à mi-parcours. Il faut approfondir pour que chacun s'imprègne de la transformation » explique **Brigitte Bernard.**

Depuis la rentrée, les neuf structures des Marmousets sont regroupées en deux pôles géographiques (le pays de Gex et le Bugey) proposant une pluralité de réponses : internat, séquentiel, activités de jour et Safren. Si elle rappelle le médico-social, l'organisation se veut plus légère, rassemblant chef de service, professionnels de terrain et des psychologues.

Depuis 2014, les Marmousets ont adopté de nouvelles approches et ont repositionné leurs services selon les besoins des jeunes. Pour plus de fluidité, il convient de travailler ensemble et de s'ouvrir à l'extérieur. Les établissements rompent avec l'image des foyers, misant sur des groupes plus familiaux de 8 à 14 jeunes. À Neyrolles, ouvert en 2018, la décoration, l'acoustique et l'équipement ont été soignés par les jeunes et les professionnels. Outil d'accueil et thérapeutique, l'établissement a permis une baisse des passages à l'acte.

Transformer l'approche

Un travail avec des philosophes et des systémiciens a transformé l'accompagnement des jeunes et la place des familles. Leurs compétences et leurs besoins sont mieux repérés pour un accompagnement réussi. *« Les jeunes ont un rapport différent à l'autorité. Il faut sortir des rapports de force, être respectueux et les faire grandir »* détaille **Brigitte Bernard**, directrice des Marmousets. *« L'important est de ne pas les exclure, ce qui ne ferait qu'aggraver les symptômes et créer plus de passages à l'acte »*. L'établissement s'est doté d'une commission pour examiner les situations délicates, que tout salarié peut convoquer.

Les PEP 01
Des projets plein la tête

Dotés d'une nouvelle MECS, les PEP 01 poursuivent leurs réflexions pour compléter leur offre de services.

« Je suis plutôt optimiste. Tous les acteurs sont en lien et ont envie de mieux pour ces enfants » estime **Peggy Ratigner**.

Symbole de cette philosophie plus proche des besoins des jeunes et ouverte aux partenaires extérieurs, la MECS Les Ricochets permet aux enfants d'être des habitants comme les autres. En parallèle, les PEP 01 travaillent à renforcer leur Safren pour répondre à la demande du territoire et travailler dans l'intérêt de l'enfant tout en remobilisant les compétences parentales. *« Nous sommes dans un entre-deux. Nous répondons aux besoins de l'enfant mais le fonctionnement est figé, binaire, dépendant du juge »* estime **Peggy Ratigner**, directrice du dispositif protection de l'enfant. *« Dans l'idéal, l'enfant serait confié au dispositif et les réponses choisies selon ses besoins. Le monde associatif a besoin du judiciaire et du Département. »* Une logique de plateformes permettrait aussi le développement de solutions d'accueil temporaire, entre MECS et Safren.

Des pistes de réflexion sur la prévention

Des crèches seraient des lieux de rencontre et de travail sur la parentalité. Face au décrochage, des éducateurs pourraient accompagner les équipes éducatives en collège. Les PEP 01 se mobilisent aussi pour les enfants en situation de handicap pour qui l'internat peut être pesant en imaginant des petits lieux de vie, plus protecteurs et familiaux.

Si le service Passerelle pour jeunes majeurs agit contre les sorties sèches, la sortie du milieu protecteur de la MECS peut être brutale pour ceux n'ayant pas de projet d'autonomisation. L'association prône une zone tampon protectrice pour préparer la sortie, en lien avec les acteurs de la cohésion sociale.

Les « plus »

Le sport contre le décrochage

Lancée il y a six ans, l'action collective de lutte contre le décrochage concerne dix jeunes âgés de 12 à 16 ans. Une fois par semaine, un atelier encadré par un éducateur spécialisé et un professeur d'EPS les remobilise autour d'un projet sportif où ils se sensibilisent à l'effort, aux règles, au respect des autres, aux échanges. C'est aussi l'occasion de rencontrer des associations locales et de les accompagner vers la re-scolarisation ou un projet de formation. Une amélioration du comportement est visible pour 90 % d'entre eux. Leur assiduité croît et, un an plus tard, 94 % ont une orientation positive.

Du coaching pour les parents

Destinée aux parents d'enfants de 0 à 6 ans, « Être parent, et si on en parlait ? » mobilise des psychologues qui proposent cinq ou six consultations à des familles ayant des difficultés à poser un cadre. Ces entretiens les rassurent, leur permettent de mieux gérer les crises et d'identifier les structures sur lesquelles s'appuyer.

Le jeu de rôle comme régle du jeu

Avec *« Ces années incroyables »*, le Prado Bourg promeut la parentalité positive aux familles et aux professionnels pour passer du curatif au préventif.

Importé du Québec en 2014 pour diversifier les accompagnements du Safren, le programme prend son essor depuis 2018 avec des groupes de parents à Oyonnax, Montrevel, Châtillon-sur-Chalaronne et Bourg. Si au départ, la porte d'entrée restait la protection de l'enfance, le réseau des partenaires s'est élargi, notamment aux centres sociaux. Des outils ont été mis en place pour faciliter le repérage et éviter l'orientation par un professionnel.

Miser sur l'attention positive

Le programme s'adresse à des parents d'enfants de moins de dix ans. *« Nous avons souvent affaire à des parents qui saturent »* explique **Audrey Goulhot-Bolcato**, coordinatrice. *« Les enfants cherchent l'attention. Si elle n'est pas positive, ils en auront de la négative ! En renversant les choses, ils s'habituent et réagissent de manière adaptée. »* Le programme se déploie sur une quinzaine de séances hebdomadaires ritualisées de deux heures. Une attention particulière est portée à la mobilité et à la garde des enfants pour soulager les parents.

Discutées en groupe, les stratégies éducatives sont éprouvées par le jeu de rôle. À la séance suivante, l'application en famille est rediscutée. Progressivement, une dynamique de groupe se crée, aidée par des outils variés, des règles claires pour établir la confiance et la mise en place de binômes.

Une pyramide basée sur le jeu

Chaque groupe de dix à quinze parents est suivi par deux animateurs formés venus du Prado et de l'extérieur. Dotés d'une boîte à outils, ils travaillent à partir du vécu des familles. *« Le programme est une pyramide dont le socle est le jeu. On aide les parents, on les coache pour devenir acteurs et accepter que l'éducation puisse être difficile »* précise Audrey Goulhot-Bolcato. Progressivement, les parents se forment à la discipline positive. En cas de souci, ils reviennent à la base, le temps privilégié avec l'enfant, qui minimise le recours à la discipline.

« C'est un changement de paradigme et de la manière de voir l'éducation » résume **Audrey Maréchal,** directrice adjointe du Prado Bourg.

Des résultats encourageants

Soixante-dix pour cent des inscrits terminent le programme. Depuis l'an dernier, il est proposé aux assistants familiaux qui y trouvent leur compte : 26 sont en formation et le Département souhaite accélérer la cadence. Des professionnels de Safren et d'ITEP en profitent pour se former à cette nouvelle approche de l'éducation.

16-18 ans Du sur mesure

Depuis mai, Pierre Bouquet jette les bases d'un entretien pour repérer les besoins des jeunes dès 16 ans et lutter contre les sorties sèches à 18 ans. En parallèle, il bâtit des solutions sur mesure pour les cas complexes.

Pierre Bouquet est chargé de mission gestion des cas complexes en protection de l'enfance au Département

Pourquoi agir maintenant contre les sorties sèches ?

Un quart des SDF sont des anciens de l'aide sociale à l'enfance. Les efforts menés lors de la minorité doivent être poursuivis mais il faut accepter qu'un jeune refuse l'APJM (accueil provisoire jeune majeur). Ils peuvent subir un long placement et vouloir retourner en famille. Il faut anticiper pour que le jeune vive son expérience et puisse, s'il le souhaite, revenir et être aidé par le Conseil départemental.

Quels sujets doivent être travaillés avec eux pour anticiper la majorité ?

Quatre items ont été repérés : logement/ressources, accès aux droits, mobilité/insertion sociale/professionnelle, couverture santé/accès aux soins. Tous les enfants sont concernés par ces rendez-vous, ces bilans. À partir des items et des ressources existantes, nous répondrons au projet de chacun. 102 situations ont déjà été examinées. En 2020, nous passerons aux enfants nés en 2002 puis à ceux de 2003 car le délai peut être court pour construire un projet entre 17 et 18 ans.

Quels changements pour les jeunes ?

Ces entretiens leur donnent la parole car les décisions sont souvent prises pour eux. Il faut qu'à 18 ans, s'ils le souhaitent, ils puissent faire leur route en sachant vers qui se tourner. Pour connaître ce qui existe dans le droit commun, une boîte à outils a été créée.

Cette réflexion peut-elle être anticipée ?

Les collègues spécialisés vont la préparer, voir les prédispositions des jeunes, proposer des immersions, des découvertes pour construire ensemble ce parcours vers l'autonomie. Il faut s'appuyer sur les ressources, notamment les familles dont les référents connaissent les potentialités.

Les « cas complexes » sont le cœur de votre métier. Qui sont-ils ?

Ces situations mobilisent du temps et de l'énergie pour stabiliser et trouver des solutions. Ces jeunes sont en rupture, mettent tout en échec et ne trouvent pas leur place. Il y a des risques d'épuisement pour eux et les intervenants, de retours en famille non souhaités ou non préparés, d'exclusion ou des refus d'admission en établissement. Souvent, ces situations recoupent différents troubles impliquant une multiplicité de prises en charge.

Comment pouvez-vous intervenir ?

Il faut changer de paradigme. Ces jeunes ne sont pas incasables. Ce sont les organisations qui n'arrivent pas à répondre à ces problématiques. Il faut co-construire et faire du sur-mesure. Depuis mai, j'ai suivi 22 ou 23 situations. Toutes ne sont pas urgentes. Il faut du recul et se coordonner pour trouver des solutions. J'ai besoin de comprendre la demande, le parcours de l'enfant et les potentialités des familles pour venir en soutien aux équipes de territoires. Je me mets en lien avec les partenaires concernés pour entendre ce qu'ils peuvent offrir et construire une relation de confiance où chacun fait sa part en maillant un projet à long terme.

> « Le plus grand danger en protection de l'enfance est de rester seul.

Cette logique fait penser à celle existant dans le handicap…

Je travaille étroitement avec la MDPH, nous avons souvent les mêmes situations. L'idée est de mailler et faire remonter les situations. Je construis un tableau avec les points saillants d'une situation critique pour intervenir le plus tôt possible mais nous devons tisser à chaque fois et être convaincu d'avoir la bonne réponse.

Logement des publics défavorisés

Mobilisation générale !

Le 10 janvier, le comité responsable du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement a présenté quatre actions structurantes.

À mi-parcours du plan, les partenaires veulent accélérer le rythme et s'adapter aux politiques publiques pour une orientation rapide vers un logement durable, tout en développant les actions partenariales et en faisant du logement le socle de l'insertion.

IDENTIFIER LES PUBLICS PRIORITAIRES

Le repérage des besoins conditionne l'entrée dans le logement, essentielle à la réussite du parcours résidentiel. Après 18 mois de travail entre État, Département, SIAO (Service intégré d'accueil et d'orientation), Action logement, bailleurs, EPCI, communes et associations de l'insertion, l'accord collectif signé le 10 janvier améliorera le parcours vers le logement social des publics prioritaires. Les critères d'identification établis par la loi seront affinés, déclinés aux réalités du territoire et aux besoins des ménages.

Pour être reconnu prioritaire, un ménage peut passer une commission DALO (droit au logement opposable). La reconnaissance peut aussi intervenir suite à une période en centre d'hébergement, si le ménage est prêt à entrer en logement social, en fait la demande et vit sous le plafond de ressource. Pour tout autre ménage souhaitant entrer en logement social, une fiche d'identification des publics prioritaires peut être remplie avec le professionnel assurant son suivi. Puis, le SIAO assurera l'identification des ménages prioritaires et les orientera vers l'offre adaptée. Enfin, l'accès au logement est décidé par une commission d'attribution partenariale. L'accord fera passer le volume de logements sociaux attribués aux personnes défavorisées, reconnues prioritaires, de 700 à 2000 par an. Un objectif spécifique de 200 relogements a été fixé pour les réfugiés.

UNE CHARTE DE PRÉVENTION DES EXPULSIONS

Datant de 2014, la charte actuelle a été repensée collectivement alors que les passages devant le juge, les décisions et les expulsions se multiplient. L'accent sera mis sur la coordination du parcours résidentiel et le besoin de rendre les ménages acteurs. Des dispositions seront prises pour le parc privé, les actions préventives seront encouragées et le traitement des expulsions sera harmonisé avec pour objectif une baisse 5 % de décisions d'expulsion fermes.

DIAGNOSTIQUER LES BESOINS

Au contact des demandeurs d'hébergement d'urgence, le SIAO a posé un premier diagnostic sur les enjeux des bénéficiaires et des territoires. En 2020, l'observatoire du logement sera repensé pour devenir un outil stratégique, aidant au développement de l'offre sur le territoire.

DEUX DISPOSITIFS MUTUALISÉS

Une réflexion menée en 2019 a montré la proximité des publics concernés par l'ASL (Accompagnement social au logement), financé par le département et l'AVDL (Accompagnement vers et dans le logement), financé par l'État. Un appel à projets sera lancé en 2020 pour affiner le rapprochement avant une mise en place en 2021.

Notez-le

Une halte répit à Miribel

À l'écoute des besoins des aidants, la plateforme d'accompagnement Aux Lucioles, à Miribel, propose à partir de janvier un nouveau service : une halte répit. Ouverte le mardi de 12 h à 16h30 et jeudi de 9 h à 13h30, elle permet à l'aidant de confier occasionnellement son proche pour un accueil occupationnel, animé par un professionnel, afin de se libérer du temps. La formule est souple : réservation au plus tard la veille, accueil avec ou sans repas (contribution financière : 8 ou 10 €). Le transport est à la charge de l'aidant mais une solution adaptée peut être proposée

Ciné-ma différence

Le 3e samedi du mois, le Cinémateur à Bourg-en-Bresse programme, en partenariat avec l'APAJH 01, une séance ciné-ma différence. Ouverte à tout public, elle permet à des enfants, jeunes et adultes dont le handicap peut entraîner un trouble du comportement d'accéder pleinement à ce loisir culturel, grâce à la présence de bénévoles qui les accueillent, les accompagnent, les sécurisent si besoin. À l'affiche en février, L'extraordinaire Voyage de Marona, et en mars Shaun le mouton – La ferme contre-attaque.

Le dispositif est à l'œuvre également à Ferney-Voltaire, avec une séance tous les deux mois organisée par le cinéma Voltaire avec l'association AGITH et le soutien de Pays de Gex Agglo.

www.cinemadifference.com

PARCE QUE VOS BESOINS ÉVOLUENT
l'action sociale départementale se modernise !

À partir du 2 décembre 2019, un seul numéro :

30 01*

- Petite enfance
- Parentalité
- Grossesse
- Adoption
- Séniors
- CLICs
- Autonomie
- Aidant
- Handicap
- Aide à domicile
- RSA
- Logement

www.ain.fr

* Coût d'un appel local

AIN 01 le Département

©Wbic photo